



Rapport financier annuel 2012

au 31 mars 2013



WORLDWIDE LEADER IN LICENSED SOFTAIR

CYBERGUN S.A.

Z.A Les Bordes, 9-11, rue Henri Dunant 91070 Bondoufle - FRANCE
Tél. : (33) 1 69 11 71 00 Fax : (33) 1 69 11 71 01 www.cybergun.com

Je soussigné, Olivier GUALDONI, Directeur Général de la S.A. CYBERGUN, 9/11 rue Henry DUNANT 91070 BONDOUFLE.

Atteste

Qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Bondoufle, le 07 Août 2013,

Olivier GUALDONI
Directeur Général

Paris - Geneva - Brussels - Milano - Madrid - Arrhus - Ljubjana - Moscow - Dallas - Minneapolis - San Francisco - Taichung - Tokyo - Hong-Kong



CYBERGUN

Société Anonyme au capital de 3.333.997,83 €
Siège social : ZA des Bordes – 9/11 rue Henri Dunant – 91070 BONDOUFLE
337 643 795 RCS EVRY

INFORMATION FINANCIERE ANNUELLE RAPPORT DE GESTION AU 31 MARS 2013

Le groupe Cybergun, acteur mondial du tir de loisir, présente les comptes annuels et consolidés de son exercice 2012/2013 (période d'avril 2012 à mars 2013).

Les comptes annuels et consolidés au 31 mars 2013 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 02 août 2013.

Le Groupe Cybergun intervient principalement sur le secteur d'activité de la distribution de répliques d'armes factices destinées au tir de loisir ou sportif et aux collectionneurs, mais aussi dans le domaine du jouet et en particulier du paintball pour enfants.

La société Cybergun S.A. est une société anonyme dont le siège social est situé en France, 9/11 rue Henri Dunant, zone d'activités les Bordes, BONDOUFLE (91070).

La société Cybergun S.A. est cotée sur EUROLIST depuis le 29 avril 2004.

1- ACTIVITES – RESULTATS ET SITUATION FINANCIERE (comptes sociaux)

1-1 Résultats sociaux

Au cours de l'exercice clos le 31 Mars 2013, la société Cybergun SA a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 39,8 Millions d'euros, en baisse de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation s'élève à -334 161 euros contre 101 715 euros pour l'exercice précédent. Le résultat courant avant impôt est de -12,8 millions d'euros contre -17 millions d'euros l'an passé. Après réintégration des amortissements non déductibles correspondant aux amortissements excédentaires des véhicules et prise en compte d'un crédit d'impôt sur les bénéfices de 146 Keuros, le résultat net ressort à -15,6 millions d'euros contre un résultat de - 18,1 millions d'euros pour l'exercice précédent.

A la clôture de l'exercice, la société avait perdu plus de la moitié de son Capital social. Ceci a été corrigé par une augmentation de Capital lancée le 16 mai 2013. Malgré tout en application de l'article L225-248 alinéa 1 une assemblée générale extraordinaire sera convoquée dans les 4 mois pour se prononcer sur l'éventuelle dissolution anticipée de la société.

Le capital social actuel s'élève à 3.333.997,83 euros pour 10.164.936 actions.

1.2 - Dépenses ou charges non déductibles du résultat fiscal (art. 39-4 CGI) :

Le conseil d'administration constate que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2013 ne prennent pas en compte des dépenses ou charges non déductibles du résultat fiscal.

1.3 – Activité en matière de recherche et développement :

La société a une activité de recherche et développement, dont les dépenses sur l'exercice 2012/2013, se sont élevées à 486.699 euros. Ces dépenses ont généré un crédit d'impôt de 146.010 euros.

1.4- Fonctions exercées par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés :

Monsieur Jérôme MARSAC, Président, détient les mandats suivants :

- Président de la S.A CYBERGUN, 9/11 rue Henri Dunant, 91070 BONDOUFLE
- Gérant de la Sarl MICROTRADE, 3 rue des Foyers, I-1537 Luxembourg
- Gérant de la Sarl JUILLARD, 9-11 rue Henri-Dunant, 91070 Bondoufle
- Gérant de la société ASGUN
- Directeur de la société CYBERGUN HONG KONG
- Administrateur de la société CYBERGUN INTERNATIONAL
- Chairman of the board et Chief Executive Officer de la société PALCO
- Administrateur délégué de la SA HOBBY IMPORT

Monsieur Thierry LEVANTAL, administrateur, ne détient aucun autre mandat et n'exerce aucune autre fonction

Monsieur Olivier GUALDONI, directeur général, non-administrateur
Directeur général CYBERGUN Italia

Monsieur Eric GRUAU, administrateur indépendant, détient les mandats suivants :
Gérant de la société DISTRITRADE
Gérant de la société Crystal Cove
Administrateur de la Caisse d'Epargne de la Mayenne

Monsieur Olivier AVRIL administrateur indépendant détient les mandats suivants
- Gérant de FIGEST SOLUTIONS SARL
- Gérant d'ACTING FINANCE SARL

1.5- Participation des salariés au capital

Nous vous indiquons ci-après l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice écoulé, soit le 31 mars 2013.

La proportion du capital social que représentent les actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L 225-180 du code de commerce et qui font l'objet d'une gestion collective s'élève au 31 mars 2013: NEANT

1.6 -Participation des salariés au résultat

Il n'a pas été mis en place de gestion d'une participation en gestion collective au sens de l'article L225-180 du code de commerce. Dans ce cadre réglementaire, la proportion de Capital que représentent les actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au 31 mars 2013 est : NEANT

1.7 – Situation des mandats

Nous vous informons qu'aucun mandat d'administrateur n'est arrivé à échéance.

Nous vous informons que le mandat de commissaire aux comptes titulaire de la société DELOITTE ET ASSOCIES est arrivé à expiration. Le conseil d'administration a proposé à la prochaine assemblée générale de ne pas le renouveler.

Nous vous informons que le mandat de commissaire aux comptes suppléant de la société B.E.A.S. est arrivé à expiration. Le conseil d'administration a proposé à la prochaine assemblée générale de ne pas le renouveler.

1.8 – Conventions réglementées

Nous vous informons que la liste des conventions réglementées intervenues entre les membres du conseil d'administration, directement ou indirectement, ainsi que celles intervenues avec un actionnaire détenant au moins 10 % du capital social et entrant dans le champ d'application de l'article L.225-38 du code de commerce, seront relatées dans le rapport spécial des commissaires aux comptes.

1.9 -Information sur les délais de paiement fournisseurs

Conformément à la loi du 04 août 2008 instituant l'article L. 441-6-1 du Code du commerce, nous vous indiquons la décomposition à la clôture des exercices 2012 et 2013 du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance (les montants ci-après sont exprimés en K€) :

31 mars 2012	Nature	Solde au 31/03/2012	Factures non parvenues	Échéances			
				Echues	Non échus moins de 30 jours	Non échus de 31 à 60 jours	Non échus plus de 60 jours
401	Fournisseurs exploitation	8 815		681			8 134
	Fournisseurs exploitation	8 815					
404	Fournisseurs immo.			-			
4047	Retenues de garantie			-			
405	Effets à payer						
4084	FNP						
	Fournisseurs immo.			-			

31 mars 2013	Nature	Solde au 31/03/2013	Factures non parvenues	Échéances			
				Echues	Non échus moins de 30 jours	Non échus de 31 à 60 jours	Non échus plus de 60 jours
401	Fournisseurs exploitation	5 502		681			4 821
	Fournisseurs exploitation	5 502					
404	Fournisseurs immo.	0		-			
4047	Retenues de garantie						
405	Effets à payer						
4084	FNP						
	Fournisseurs immo.	0		-			

1.10- Proposition d'affectation du résultat :

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale d'affecter la perte de l'exercice, s'élevant à (15.647.641) euros, de la façon suivante :

Au compte « Prime d'émission » pour un montant de 12.895.053,60 euros.

Au compte « Autres réserves » pour un montant de 1.322.804,53 euros.

Au compte « Report à nouveau » pour un montant de 1.429.782,87 euros.

Il est rappelé que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercices	Nombre d'actions	Dividendes nets Par action	Abattement	Montant total Distribué
2009/2010	3.171.396	0,50 €	40 % pour les personnes physiques	1.585.698 €
2010/2011	4.669.165	0,53 €	40 % pour les personnes physiques	2.474.657 €
2011/2012	-	-	-	-

Compte tenu de la perte de l'exercice, les capitaux propres ressortent à 266.590 euros pour un

capital social de 1.550.642 euros au 31 mars 2013. En conséquence, le conseil d'administration devra convoquer, dans les quatre mois suivant l'assemblée qui approuvera les comptes annuels 2013, une assemblée générale statuant à titre extraordinaire, en vue de statuer sur la poursuite de l'activité conformément à l'article L225-248 du code de commerce.

1.11 – Tableau des cinq derniers exercices

En annexe au présent rapport.

1.12 – Informations sur l'actionnariat de la société

Au 31 mars 2013 :

Le groupe familial Jérôme MARSAC détient 31,9% du capital social.

Le public détient 56,3 % du capital social.

Les dirigeants et les salariés détiennent 7,56% du capital social.

Auto contrôle 4,16 %.

1.13- Rémunération des mandataires sociaux :

Le conseil d'administration de la société CYBERGUN a décidé d'adhérer à l'unanimité, aux recommandations du MEDEF et de l'AFEP sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de la société.

Ces recommandations portent sur la prohibition du cumul du contrat de travail avec un mandat social de dirigeant, la proscription des parachutes dorés, le renforcement de l'encadrement des régimes de retraite supplémentaires, l'attribution de stocks options en lien avec la politique d'association au capital, l'amélioration de la transparence sur les éléments de rémunérations des dirigeants.

1.13.1 – Rémunération des dirigeants mandataires sociaux

La rémunération de Monsieur Jérôme MARSAC, Président du conseil d'administration, s'est élevée sur l'exercice à 57.960 euros. La charge comptabilisée sur l'exercice 2013 s'est élevée à 100.000 euros conformément au conseil d'administration du 8 septembre 2011.

La société HOBBY IMPORT a facturé aux sociétés du groupe CYBERGUN des prestations de services rendues par Monsieur Jérôme MARSAC pour une valeur de 193 KEUR.

La rémunération de Monsieur Olivier GUALDONI, Directeur général, s'est élevée à 102.828 euros.

Il n'existe pas d'engagement pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux dirigeants correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions postérieurement à celles-ci.

Aucune option de souscription ou d'achat d'action n'a été accordée aux dirigeants mandataires sociaux ainsi qu'aucune action de performance.

1.13.2 – Rémunération des mandataires sociaux non dirigeants

Administrateurs	Jetons de présence
Monsieur Jérôme MARSAC	8.000 euros
Monsieur Olivier AVRIL	8.000 euros
Monsieur Eric GRUAU	21.200 euros
Monsieur Thierry LEVANTAL	8.000 euros

Il n'a été consenti aucune option de souscription d'actions aux mandataires sociaux non dirigeants. Par ailleurs, aucun prêt ou garantie n'a été accordé ou constitué en faveur des membres du conseil d'administration.

1.14 – Conflits d'intérêts

A la connaissance de la société CYBERGUN, aucun administrateur ne présente de conflits entre ses intérêts à l'égard de la société CYBERGUN et ses intérêts personnels.

1.15- Vie boursière de l'action CYBERGUN

Les cours de la bourse et les volumes de transactions ont évolué de la manière suivante :



OBJ

1.16– Détenteurs du capital (franchissement de seuil)

En application de l'article L.233-12 et L.233-7 du code de commerce, nous vous informons du nombre d'actions auto-détenues en début d'exercice et en fin d'exercice ainsi que des franchissements de seuils sur l'exercice.

➤ Actions auto détenues

En date du 31 mars 2013, le groupe détient 173 891 actions propres contre 249 694 actions au 31 mars 2012 (actions Cybergun).

➤ Franchissement de seuils

Monsieur Frédéric Chesnais a cédé tous ses titres de la société CYBERGUN en décembre 2012. Il ne détient plus aucun titre ni droit de vote au 31 mars 2013.

2- ACTIVITES – RESULTATS ET SITUATION FINANCIERE (comptes consolidés)

Nous vous rappelons que toutes les sociétés filiales de la société Cybergun SA sont consolidées dans les comptes du Groupe selon les méthodes décrites dans l'annexe des comptes consolidés.

2.1 – Périmètre de consolidation

Nom	Siège	N° Siren	% d'intérêt	Méthode
<u>Société mère :</u>				
CYBERGUN SA	Zone d'activités les Bordes 9/11 rue Henri Dunant 91070 Bondoufle France	33764379500046		Société mère
<u>Sociétés filiales :</u>				
Sarl BRAINS 4 SOLUTIONS (B4S)	8, rue de l'Arc 77240 VERT ST-DENIS	51100631400013	100%	IG
MICROTRADE SARL	3 rue des foyers L1537 LUXEMBOURG	N/A	100 %	IG
CYBERGUN USA, Corp	PO BOX 35033, Scottsdale, AZ 85255 USA	N/A	100 %	IG
SOFTAIR USA Inc.	Vineyard Center II 1452 hugues Road Suite 107 GRAPEVINE TX 76051 /USA	N/A	100 %	IG
CYBERGUN INTERNATIONAL SA	3 rue des foyers L1537 LUXEMBOURG	N/A	100 %	IG
ASGUN Doo	DolenjskaCesta 133 LJUBLJANA	N/A	100 %	IG
PALCO SPORTS	8575 Monticello Lane North MAPLE GROVE MN 55369	N/A	100 %	IG
CYBERGUN HONG KONG	1401, 14th Floor World Commerce Center, HarbourCity 7-11 Canton Road TsimShaTsui, Kowloon HONG KONG	N/A	100 %	IG
TECH GROUP US	3221 South Cherokee Lane Suite 1820Wodstock GA 30188 USA	N/A	100 %	IG
TECH GROUP UK	Unit D2 SowtonIndustrialEstate Exeter Devon EX2 7 LA ENGLAND	N/A	100 %	IG
TECH GROUP HK	11B 9/F block B Hung Hom Commercial center 339 Ma Tai Wai Road	N/A	100 %	IG

Nom	Siège	N° Siren	% d'intérêt	Méthode
	Hung Hom Kowloon HONG KONG			
SPARTAN IMPORTS DK (ex X-GUNS)	Sylbaekvej, 33 8230 Aabyhoej DENMARK	N/A	100 %	IG
SPARTAN IMPORTS IncUSA	213 Lawrence Avenue South San Francisco CA 94080 USA	N/A	100 %	IG
CYBERGUN Italia srl	Milano Piazza Cavour 3 CAP 20121 ITALIE	N/A	100 %	IG
INTERACTIVE GAME GROUP, LLC (I2G)	The Corporation Truste 1209 Orange Street Wilmington DE 19801 USA	N/A	100%	IG
I2G PRODUCTION, LLC	The Corporation Truste 1209 Orange Street Wilmington DE 19801 USA	N/A	100%	IG
SHANGAI PRODUCTION GROUP LLC	1950 Sawtelle Blvd, Los Angeles, 90025 CA	N/A	50%	ME
GRRL PRODUCTION LLC	1950 Sawtelle Blvd, Los Angeles, 90025 CA	N/A	46,70%	ME
PDF MEDIA LLC	12950 Culver Blvd Los Angeles 90066 CA	N/A	33%	ME
ONLINE WARMONGERS GROUP, INC	1800 Thayer Avenue, Suite A Los Angeles, CA 90025, U.S.A	N/A	40%	ME

IG :Intégration globale, ME : Mise en équivalence

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation clôturent leur exercice comptable le 31 mars.

2.1.1 – Cession de contrôle

La société I2G et ses filiales I2G PRODUCTION LLC, SHANGAI PRODUCTION GROUP LLC, GRRL PRODUCTION LLC et PDF MEDIA LLC ont été acquises en avril 2011. Leur entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Cybergun a été effective au 1^{er} avril 2011.

Au cours de l'exercice clos au 31 mars 2013, la société I2G et ses filiales ont été cédées.

2.1.2 – Prise de contrôle

Aucune prise de contrôle sur l'exercice 2013.

2.1.3 - Exclusion de périmètre :

Société Freiburghaus

La société CYBERGUN n'exerce aucune influence notable sur la société FREIBURGHAUS en raison de la présence d'un actionnaire très majoritaire. Celle-ci a par conséquent toujours été exclue du périmètre de consolidation.

2.2 – Comptes consolidés

ACTIF en K€	Note	31/03/13	31/03/12
ACTIFS NON COURANTS			
Goodwill	3.1.1	10 645	10 236
Immobilisations incorporelles	3.1.2	4 392	12 501
Immobilisations corporelles	3.2	2 509	3 165
Participations entreprises associées	3.3	2 873	3 577
Actifs financiers non courants	3.3	552	1 319
Actifs d'impôts non courants	3.4	1 071	921
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		22 042	31 719
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours	3.5	23 593	27 995
Créances clients	3.6	10 579	12 937
Actifs d'impôt courants	3.7	1 424	1 523
Autres actifs courants	3.7	2 463	1 982
Trésorerie et équivalents trésorerie	3.8	7 172	8 010
Actifs destinés à être cédés			
TOTAL ACTIFS COURANTS		45 231	52 448
TOTAL ACTIF		67 273	84 166

PASSIF en K€	Note	31/03/13	31/03/12
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis		1 551	1 551
Autres réserves		12 587	34 461
Résultat de l'exercice		-12 814	-22 651
Intérêts minoritaires			
TOTAL CAPITAUX PROPRES		1 324	13 361
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts et dettes financières à long terme	4.1	30 838	31 197
Passifs d'impôts différés	3.4	3	51
Provisions à long terme	4.2	2 776	76
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		33 617	31 324
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs	4.3	6 832	10 328
Emprunts à court terme (dont concours bancaires courants et intérêts courus)	4.1	11 593	18 565
Part courante des emprunts et dettes financières à long terme	4.1	9 883	5 691
Passifs d'impôt		398	274
Provisions à court terme	4.2	140	137
Autres passifs courants	4.3	3 485	4 487
Passifs destinés à la vente			
TOTAL PASSIFS COURANTS		32 331	39 482
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		67 273	84 166

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT en K€	Note	31/03/13	31/03/12
Chiffre d'affaires	1.20	69 541	84 703
Achats consommés		-45 967	-55 738
Marge brute		23 574	28 965
Autres produits de l'activité		1 265	1 232
Charges externes		-13 880	-15 629
Impôts taxes et versements assimilés		-212	-425
Charges de personnel	5.5	-8 841	-9 002
Dotations aux amortissements et provisions	5.3	-7 868	-3 341
Gains et pertes de change	5.4	164	469
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		-5 798	2 270
Autres produits et charges opérationnels	5.6	-510	-20 235
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		-6 308	-17 965
Produits/Pertes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		-18	38
Charge d'intérêts des emprunts obligataires		-1 491	-1 553
Coût brut des autres emprunts		-1 325	-1 033
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		-2 834	-2 548
Autres produits et charges financiers	5.7	-2 953	-13
Charges d'impôt	5.8	-496	-1 435
QP de résultat des sociétés mises en équivalence	5.9	-223	-690
RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNEES		-12 814	-22 651
Résultat net d'impôts des activités cédées			
RESULTAT NET DE LA PERIODE		-12 814	-22 651
dont part revenant au groupe		-12 814	-22 651
dont part revenant aux minoritaires			
Résultat par action ⁽²⁾			
<i>de base</i>		-1,284	-2,278
<i>dilué</i>		-1,283	-2,264

Au cours de l'exercice 2012, Cybergun a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 69,5 MEUR, contre 84,7 MEUR en 2011.

Sur le nouveau périmètre (hors SMK Sportsmarketing et I2G), Cybergun a réalisé un chiffre d'affaires de 62,6 MEUR en 2012.

L'Ebitda s'élève à 2,2 MEUR sur l'exercice contre 5,8 MEUR en 2011-2012, du fait principalement de la baisse de l'activité.

Le résultat opérationnel courant ressort à -5,8 MEUR, pénalisé par des dépréciations d'actifs réalisées au cours de l'exercice, notamment sur les Jeux Vidéo pour un montant de 4,9 MEUR.

Après prise en compte des autres produits opérationnels pour un montant de 1,8 MEUR (dont la plus-value de cession de SMK Sportsmarketing), le résultat opérationnel s'établit à -6,3 MEUR, contre -17,8 MEUR en 2011.

Le résultat net, part du Groupe, ressort à -12,5 MEUR pour l'exercice 2012.

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Tableau de flux de trésorerie en K€	31/03/13	31/03/12
<i>Résultat net consolidé</i>	-12 814	-22 651
Résultat dans les sociétés mises en équivalence	223	690
Produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	933	-308
Plus et moins values de cession	442	862
+Charge d'impôt	308	1 502
+Coût de l'endettement	2 816	2 548
+Amortissements et provisions	9 980	21 215
<i>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement</i>	1 889	3 857
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	3 308	2 964
Impôts sur les résultats payés	124	-2 679
<i>Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles</i>	5 321	4 142
Activités d'investissements		
Acquisitions d'immobilisations	-3 946	-16 144
Cessions d'immobilisations	4 717	1 992
Incidence des variations de périmètre	-256	-4 501
<i>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements</i>	515	-18 653
Activité de financement		
Dividendes nets versés aux actionnaires et aux minoritaires		-2 140
Augmentation de capital reçue		2 475
Autre variation des fonds propres		-1 551
Variation de l'endettement	3 463	12 889
Intérêts payés	-2 796	-2 591
<i>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</i>	668	9 082
Variation de trésorerie	6 504	-5 430
Trésorerie d'ouverture	-10 239	-4 345
Trésorerie de clôture	-4 422	-10 239
Incidence des variations des cours devises	-686	-465
Variation de trésorerie	6 504	-5 429

EVOLUTION DE LA DETTE FINANCIERE

Dettes financières en K€	31/03/12	Courant	Non courant	Taux fixes	Taux variables
Emprunts obligataires ^{(1) (2)}	17 629		17 629	17 629	0
Emprunts auprès des banques	19 259	5 691	13 568	6 817	12 441
Concours bancaires courants ⁽³⁾	18 249	18 249			18 249
Autres dettes financières					0
Intérêts courus non échus	316	316		316	
Total	55 453	24 256	31 197	24 762	30 691

Dettes financières en K€	31/03/13	Courant	Non courant	Taux fixes	Taux variables
Emprunts obligataires ^{(1) (2)}	17 760	8 968	8 792	17 760	
Emprunts auprès des banques	22 623	577	22 046	5 415	17 208
Concours bancaires courants ⁽³⁾	11 545	11 545			11 545
Intérêts courus non échus	384	384		384	
Total Dettes financières	52 312	21 475	30 838	23 559	28 753

⁽¹⁾ Le taux applicable aux autres emprunts obligataires (PREPS), dont l'échéance est passée à moins d'un an, est un taux fixe auquel une majoration déterminée en fonction des performances financières s'ajouterait éventuellement en cas de surperformance du groupe. Cf. *Evènements post-clôture sur le sort des PREPS 1 et 2.*

⁽²⁾ Le 22 septembre 2010, Cybergun SA a émis un emprunt obligataire dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Montant : 90 000 obligations émises au nominale de 100 euros, soit 9 MEUR
- Durée : 6 ans
- Taux fixe d'intérêt de 8%, coupon versé trimestriellement
- Possibilité d'un remboursement anticipé au pair des obligations à partir d'octobre 2011
- Obligations cotées sur NYSE Euronext Paris.

Les frais d'émission de l'emprunt obligataire se sont élevés à 417 KEUR, ces frais font l'objet d'un étalement sur la durée de l'emprunt.

⁽³⁾ Les concours bancaires courants correspondent à :

- des lignes de découverts classiques révocables à 90 jours dans la zone Euro pour 1 MEUR
- des lignes de découvert hors zone Euro pour 5,3 MEUR
- la part à moins d'un an des lignes court terme confirmées par le protocole d'accord avec les banques (cf. *Note 1.1.2*)

Le groupe dispose au 31 mars 2013 de 4 MEUR de lignes de crédit court terme (découverts bancaires autorisés et non utilisés).

Dettes financières en K€	31/03/13	- 1an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires ^{(1) (2)}	17 760	8 968	8 792	
Emprunts auprès des banques	22 623	577	18 029	4 017
Concours bancaires courants ⁽³⁾	11 545	11 545		
Intérêts courus non échus	384	384		
Total Dettes financières	52 312	21 474	26 821	4 017

▪ Diversité des en-cours de financement

Au 31 mars 2013, le poids des encours auprès des principaux établissements de crédit et d'autres types de prêteurs est le suivant (en % du total des encours moyen terme) :

2.3 – Commentaires sur l'exercice

2.3.1 – Restructuration de la dette

En mars 2013, Cybergun a signé un protocole d'accord avec ses partenaires bancaires. Ce protocole permet de restructurer la dette de 34,6 MEUR par un étalement des amortissements sur 6 ans et 3 mois.

Les lignes à court terme (14,8 MEUR) seront apurées sur 27 mois à compter d'avril 2013 avec une franchise d'amortissement de 3 mois, puis un amortissement linéaire sur 24 mois de juillet 2013 à juin 2015.

Les lignes à moyen et long terme (14,2 MEUR) seront apurées sur 75 mois, à compter d'avril 2013 avec une franchise d'amortissements sur 24 mois, puis un amortissement linéaire sur les 51 mois suivants, d'avril 2015 à juin 2019.

2.3.2 - Réduction des stocks

Le groupe Cybergun a accéléré son programme de réduction des stocks sur 24 mois (septembre 2011 à septembre 2013) et a baissé ses stocks de plus de 10 MEUR depuis fin septembre 2011, à 23,6 MEUR, grâce notamment à une gestion centralisée des stocks dans toutes les filiales du Groupe.

2.3.3 - Rationalisation des structures

Afin de pouvoir se concentrer sur son cœur de métier dans les meilleures conditions, Cybergun a réorganisé certaines filiales, notamment en Asie et aux Etats-Unis, et consolidé son effectif autour de 130 collaborateurs.

3- DIVERS

3.1 - Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la société :

3.1.1- Les conséquences sociales

La société CYBERGUN SA, comme les autres entreprises est dépendante de ses équipes de professionnels. Le Groupe Cybergun a un turnover faible et n'a pas de difficultés majeures pour attirer de nouveaux talents.

La direction du groupe associe la majorité de ses cadres et employés aux résultats de l'entreprise par la mise en place d'un régime d'option de souscription d'actions et d'attribution gratuite d'actions.

Les fondateurs ont toujours souhaité faire du Groupe Cybergun une entreprise dans laquelle chacun se sentirait à l'aise au travers d'un environnement agréable et sécurisant, indépendamment des impératifs de compétitivité auxquels l'entreprise est en permanence confrontée.

C'est la raison pour laquelle le dialogue et la communication sont systématiquement privilégiés.

Un certain nombre d'outils et de pratiques ont été progressivement mis en place pour favoriser la communication interne, améliorer l'environnement de travail et la gestion des carrières.

- Intranet et Internet accessibles à tous permettent d'avoir un dialogue constant à l'intérieur et hors l'entreprise.

- mise en place sur la majorité des postes de travail d'un système de communication vidéo via ADSL permettant de converser avec tous les pays du monde.

- En complément d'un dialogue permanent avec les instances représentatives du personnel, une protection sociale avantageuse a été mise en place au travers d'une mutuelle.
- Chaque salarié peut librement rencontrer les dirigeants du Groupe.
- L'actionnariat salarié a été mis en place dès 1999 au travers de plans d'options qui ont permis à de nombreux collaborateurs de devenir actionnaire de leur entreprise
- Le conseil d'administration a mis en place sur cet exercice une nouvelle attribution gratuite d'actions aux salariés du Groupe ainsi qu'un plan d'options de souscription d'actions.

3.1.2 - Les conséquences environnementales

L'activité du Groupe Cybergun n'a pas d'impact mesurable sur l'environnement. Toutefois, la problématique du développement durable, telle qu'elle se pose aujourd'hui, ne se résume pas à une approche uniquement écologique. Elle est en train de devenir l'un des éléments clé du fonctionnement d'une entreprise moderne pour qui croissance doit signifier progrès, non seulement dans le domaine économique, mais dans tous les autres domaines également.

Conscient qu'il n'y a pas d'entreprise viable à terme qui ne repose sur un équilibre entre l'économique, le social et la prise en compte de son environnement, le Groupe Cybergun s'applique depuis des années à rester à l'écoute de ses publics, et s'inscrit dans une logique de responsabilité vis à vis de ses parties prenantes, qu'il s'agisse des actionnaires, des clients, des fournisseurs ou des collaborateurs de l'entreprise.

Deux concepts sont retenus : respect de toutes les parties prenantes et transparence de l'information

3.1.3 - Risques industriels et risques liés à l'environnement

Du fait de la nature de son activité, la société n'est pas exposée à ce type de risque. Toutefois le développement durable mobilise désormais tous les postes, tous les pays et tous les collaborateurs du Groupe Cybergun.

Dans les faits cela se concrétise par la réduction de la taille des cartons, la réutilisation des cartons de livraison dans les différentes filiales, le broyage et le recyclage des papiers de bureaux, l'utilisation croissante d'Internet qui limite l'impression de papiers, l'investissement dans un nouveau système de chauffage avec utilisation d'électricité verte, renouvellement du parc véhicule par des voitures hybrides et invention et développement de la bille bio- dégradable en remplacement de la bille plastique.

3.2 - Stratégie financière de l'entreprise face aux risques du marché

3.2.1 - Risque de change

Le Groupe Cybergun achète et vend en dollar US. Le risque de perte de compétitivité du Groupe lié à la fluctuation des monnaies est donc limité à la notion de marge sur ces opérations.

La sensibilité du résultat opérationnel courant à la variation des monnaies est seulement limitée aux mouvements de conversion des états financiers du dollar US en euro.

La politique générale de la société en matière de couverture de change a consisté, jusqu'à ce jour, à opérer un équilibre entre les entrées et les sorties en dollar avec une mise en place en complément, de couvertures de change.

3.2.2 - Risques de Conversion

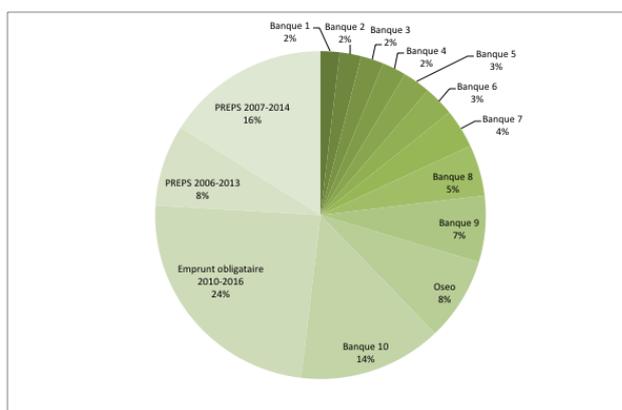
Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Les actifs, passifs enregistrés dans des devises autres que l'euro doivent donc être convertis en euro, au taux de change applicable au jour de la clôture de l'exercice, pour être intégrés dans les états financiers.

Dans ce cas, la valeur en euro des actifs, passifs, initialement libellés dans une tierce devise diminuera et inversement en cas de dépréciation de l'euro.

3.2.3 - Risque de liquidité

Au 31 mars 2013, le poids des encours moyen terme auprès des principaux établissements de crédit et d'autres types de prêteurs est le suivant :

Poids des principaux établissements de crédit au 31 mars 2013 (en % du total des encours moyen terme)

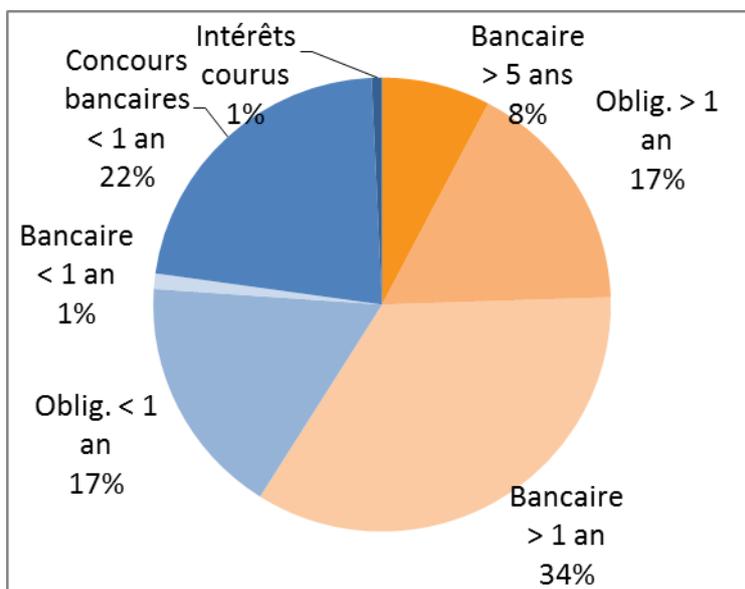


▪ Dette par nature au 31 mars 2013

Trésorerie disponible : 7,2 MEUR

Endettement financier net : 52,3 MEUR

Au 31 mars 2013, cybergun dispose de 4,0 MEUR de lignes de crédits court terme autorisées et non utilisées



3.2.4 - Instruments de couverture

Instruments dérivés de taux

Date	Valeur	Échéance	Description	Devise	Nominal au 31 mars 2012	Index de réf.	Valeur de marché au 31/03/2013	Élément ouvert
12/04/10		12/04/14	Achat de Cap	USD	7219 KEUR	Lib3M	0	Dettes Acquisition Spartan DK
30/09/10		30/09/15	Vente de Floor - Achat de Collar *3	USD	900 KEUR	Lib3M	-10	Dettes Acquisition Spartan DK
30/08/11		30/08/13	Swap Cap	USD	1300 KEUR	Lib3M	-20	Dettes Acquisition 2G MUSD
27/10/11		31/12/16	Achat de Cap - Achat de Collar *4	USD	1050 KEUR	Lib3M	-29	Dettes Acquisition 2G MUSD
Total instruments dérivés de taux							-58 KEUR	

Instruments dérivés de change

Date	Valeur	Échéance	Description	Devise	Nominal	Nominal	Valeur de marché au 31/03/2013	Élément ouvert
20/02/13		13/01/14	Swap de change Achat/Vente	EUR/USD	3000 KEUR	-2000 KUSD	-131	Actif net 2G
20/03/13		20/03/14	Swap de change Achat/Vente	EUR/USD	1339 KEUR	-2000 KUSD	-18	Actif net 2G
Total instruments dérivés de change							-149 KEUR	

Total instruments dérivés nets (Actif)

-207 KEUR

3.2.5 – Risque de taux

Le Groupe est essentiellement exposé au risque de taux d'intérêts au travers de sa dette à taux variable et de ses placements financiers.

CYBERGUN gère le risque de taux en procédant à des souscriptions d'instruments de couverture de taux.

3.2.6 – Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

Clients et autres débiteurs

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Le profil statistique de la clientèle, incluant notamment le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans réelle influence sur le risque de crédit.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs ainsi qu'aux placements. La principale composante de cette dépréciation correspond essentiellement à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

3.3 - Stocks options et actions propres

3.3.1 - Stocks options

Le conseil d'administration du 8 décembre 2010, a émis un plan d'émission de 90 000 options de souscription d'actions, destiné aux cadres dirigeants du groupe, et permettant de souscrire des actions aux prix unitaires de 12 EUR.

Le conseil d'administration du 8 septembre 2011, a émis un plan d'émission de 130 000 options de souscription d'actions, destiné aux cadres dirigeants du groupe, et permettant de souscrire des actions aux prix unitaires de 10,50 EUR.

3.3.2 - Actions propres

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

En date du 31 mars 2013, le groupe détient 173 891 actions propres contre 249 694 actions au 31 mars 2012 (actions Cybergun). La valeur boursière des actions propres s'établit au 31 mars 2013 à 156 KEUR sur la base du cours de bourse de la société Cybergun SA de 0,90 EUR.

3.4- Perspectives et développements :

Au 1er trimestre de l'exercice 2013 (période allant du 1er avril au 30 juin 2013), Cybergun a réalisé un chiffre d'affaires de 11,1 MEUR (14,4 MUSD), dans un marché affecté par le contexte économique. Pour rappel, le chiffre d'affaires consolidé (incluant SMK et I2G) du premier trimestre de l'exercice 2012 s'élevait à 17,1 MEUR (21,7 MUSD).

Par zone géographique, les Etats-Unis génèrent 48% des ventes (55% au 1er trimestre 2012), l'Europe contribue pour 47% des facturations (40% l'année précédente) et 5% pour le reste du monde (5% l'année précédente).

L'augmentation de capital de 5,3 MEUR réalisée en mai 2013 a permis de renforcer les fonds propres du Groupe (voir communiqué du 5 juin 2013).

A fin juin 2013, la trésorerie disponible est de 4,1 MEUR après remboursement anticipé des échéances obligataires PREPS 1 et PREPS 2 (voir communiqué du 13 mai 2013).

Après un exercice 2012 consacré au désendettement et au renforcement de la structure financière, Le groupe Cybergun met tout en œuvre pour relancer progressivement son activité sur l'exercice 2013.

Aucun autre évènement connu susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière du Groupe n'est à signaler au 30 juin 2013.

Le Groupe Cybergun n'envisage aucune opération de croissance externe .

3.5 – Evènements significatifs survenus depuis la clôture de l'exercice

3.5.1 - Remboursement anticipé des emprunts PREPS à 65 % de leur valeur nominale.

Cybergun, a négocié et obtenu le remboursement anticipé des échéances obligataires PREPS1 (6 MEUR en juillet 2013) et PREPS2 (3 MEUR en mars 2014) pour un montant total de 65% de leur valeur nominale, soit 5,9 MEUR.

Cette opération, qui contribue à réduire l'endettement net de Cybergun, vient en complément des mesures négociées dans le cadre de l'accord signé fin mars avec les établissements bancaires partenaires et homologué le 8 avril 2013 .

- Restructuration de la dette bancaire de Cybergun SA et confirmation des financements court terme ;
- Cession des actifs non stratégiques des filiales SMK Sportsmarketing et I2G ;

3.5.2 – Augmentation de capital social

La société Cybergun a réalisé une augmentation de capital de 5,3 MEUR en mai 2013, permettant de consolider ses fonds propres et de faire entrer de nouveaux actionnaires pour accompagner la stratégie de développement sur le long terme. L'opération a été réussie, avec un taux de souscription de 118%.

3.6- Délégations de compétences et de pouvoirs au Conseil d'administration

Tableau en annexe

Le conseil d'administration

CYBERGUN

Société Anonyme

9 - 11 rue Henri Dunant
91070 BONDOUFLE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2013

ACOREX AUDIT
24, place Avenières
B.P. 40602
53006 LAVAL

DELOITTE & ASSOCIES
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Cybergun

Société Anonyme

9 - 11 rue Henri Dunant
91070 BONDOUFLE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Cybergun, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 1.1.5. de l'annexe aux comptes consolidés expose la réalisation des différentes hypothèses ayant permis l'application du principe de continuité d'exploitation retenu par votre Groupe. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies à ce titre dans l'annexe aux comptes consolidés.

La note 1.3 de de l'annexe aux comptes consolidés expose le traitement de la correction d'erreur relatif à l'exercice clos le 31 mars 2013 en application de la norme IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs ». Nous avons examiné les éléments relatifs à ce traitement et vérifié le caractère approprié de l'information donnée à ce titre dans les notes annexes aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2013.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

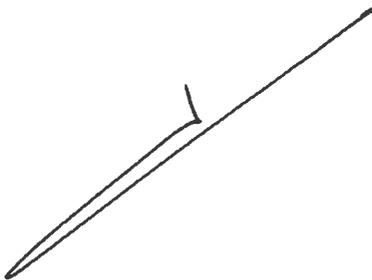
Laval et Neuilly-sur-Seine, le 7 août 2013

Les Commissaires aux Comptes

ACOREX AUDIT

DELOITTE & ASSOCIES

Jean-Claude BONNEAU

A handwritten signature consisting of a long, thin, slightly curved line with a small vertical tick mark near the top left end.

Vincent BLESTEL

A handwritten signature consisting of a large, circular loop on the left, followed by several overlapping horizontal and diagonal strokes extending to the right.



Comptes annuels consolidés

au 31 mars 2013

Table des matières

Bilan consolidé	3
Compte de résultat consolidé	4
Résultat global	5
Tableau de variation des capitaux.....	6
Tableau des flux de trésorerie.....	7
1. INFORMATIONS GENERALES	8
1.1. Faits marquants de l'exercice	8
1.2. Changement de méthode ou de présentation	9
1.3. Correction d'erreur.....	9
1.4. Principes comptables et méthodes d'évaluation IFRS	9
1.5. Estimations et jugements comptables déterminants	10
1.6. Périmètre de consolidation	10
1.7. Conversion des comptes et opérations libellées en monnaie étrangère	12
1.8. Immobilisations incorporelles	12
1.9. Immobilisations corporelles	14
1.10. Contrats de location	15
1.11. Perte de valeur des actifs corporels et incorporels	15
1.12. Actifs et passifs financiers	16
1.13. Emprunts et autres passifs financiers.....	17
1.14. Actions propres/Capital.....	17
1.15. Actions ordinaires/Capital.....	17
1.16. Actions préférentielles/Capital.....	17
1.17. Rachat d'instrument de capitaux propres/Capital.....	17
1.18. Provisions.....	18
1.19. Stocks.....	18
1.20. Avantages accordés aux salariés.....	19
1.21. Chiffre d'affaires consolidé.....	20
1.22. Autres produits et charges opérationnels	21
1.23. Coût du financement et autres charges et produits financiers	21
1.24. Impôts.....	21
1.25. Impôt exigible.....	22
1.26. Impôts différés	22
1.27. Résultat par action.....	22
1.28. Capitaux propres	23
2. GESTION DU RISQUE FINANCIER.....	23
2.1. Risque de crédit.....	23
2.2. Risque de liquidité.....	24
2.3. Risque de marché	24
2.4. Risque de change	24
2.5. Risque de taux.....	24
3. NOTES SUR LE BILAN ACTIF	25
3.1. Immobilisations incorporelles	25
3.2. Immobilisations corporelles	26
3.3. Participations et Actifs financiers non courants.....	27
3.4. Actifs et passifs d'impôts non courants	28

3.5.	Stock de marchandises	28
3.6.	Créances clients.....	28
3.7.	Autres actifs courants	29
3.8.	Trésorerie et équivalent de trésorerie.....	29
4.	NOTES SUR LE BILAN PASSIF.....	30
4.1.	Emprunts et dettes financières.....	30
4.2.	Provisions pour risques et charges	31
4.3.	Fournisseurs et autres passifs courants.....	31
4.4.	Instruments dérivés	32
5.	NOTE SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT	33
5.1.	Secteurs opérationnels.....	33
5.2.	Caractère saisonnier des activités du groupe.....	34
5.3.	Dotation aux amortissements et provisions.....	34
5.4.	Gains et pertes de change.....	34
5.5.	Salaires et charges.....	34
5.6.	Autres produits et charges opérationnels.....	35
5.7.	Résultat financier.....	35
5.8.	Charges d'impôts.....	35
5.9.	Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence	36
6.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	37
6.1.	Engagements hors bilan.....	37
6.2.	Parties liées	37
6.3.	Rémunération globale des organes d'administration	37
6.4.	Honoraires des commissaires aux comptes	38
6.5.	Distribution de dividendes	38
6.6.	Evènements post-clôture.....	38

Bilan consolidé

ACTIF en K€	Note	31/03/13	31/03/12
ACTIFS NON COURANTS			
Goodwill	3.1.1	10 645	10 236
Immobilisations incorporelles	3.1.2	4 392	12 501
Immobilisations corporelles	3.2	2 509	3 165
Participations entreprises associées	3.3	2 873	3 577
Actifs financiers non courants	3.3	552	1 319
Actifs d'impôts non courants	3.4	1 071	921
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		22 042	31 719
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours	3.5	23 593	28 975
Créances clients	3.6	10 579	12 937
Actifs d'impôt courants	3.7	1 424	1 190
Autres actifs courants	3.7	2 463	1 982
Trésorerie et équivalents trésorerie	3.8	7 172	8 010
Actifs destinés à être cédés			
TOTAL ACTIFS COURANTS		45 231	53 094
TOTAL ACTIF		67 273	84 813
PASSIF en K€	Note	31/03/13	31/03/12
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis		1 551	1 551
Autres réserves		12 587	34 979
Résultat de l'exercice		-12 814	-22 522
Intérêts minoritaires			
TOTAL CAPITAUX PROPRES		1 324	14 008
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts et dettes financières à long terme	4.1	30 838	31 197
Passifs d'impôts différés	3.4	3	51
Provisions à long terme	4.2	2 776	76
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		33 617	31 324
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs	4.3	6 832	10 328
Emprunts à court terme (dont concours bancaires courants et intérêts courus)	4.1	11 593	18 565
Part courante des emprunts et dettes financières à long terme	4.1	9 883	5 691
Passifs d'impôt		398	274
Provisions à court terme	4.2	140	137
Autres passifs courants	4.3	3 485	4 487
Passifs destinés à la vente			
TOTAL PASSIFS COURANTS		32 331	39 482
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		67 273	84 813

Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RÉSULTAT en K€	Note	31/03/13	31/03/12
Chiffre d'affaires	1.20	69 541	84 703
Achats consommés		-45 967	-55 542
<i>Marge brute</i>		<i>23 574</i>	<i>29 161</i>
Autres produits de l'activité		1 265	1 232
Charges externes		-13 880	-15 629
Impôts taxes et versements assimilés		-212	-425
Charges de personnel	5.5	-8 841	-9 002
Dotations aux amortissements et provisions	5.3	-7 868	-3 341
Gains et pertes de change	5.4	164	469
<i>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT</i>		<i>-5 798</i>	<i>2 466</i>
Autres produits et charges opérationnels	5.6	-510	-20 235
<i>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</i>		<i>-6 308</i>	<i>-17 769</i>
Produits/Pertes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		-18	38
Charge d'intérêts des emprunts obligataires		-1 491	-1 553
Coût brut des autres emprunts		-1 325	-1 033
<i>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</i>		<i>5.7</i>	<i>-2 548</i>
Autres produits et charges financiers	5.7	-2 953	-13
Charges d'impôt	5.8	-496	-1 502
QP de résultat des sociétés mises en équivalence	5.9	-223	-690
<i>RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNEES</i>		<i>-12 814</i>	<i>-22 522</i>
Résultat net d'impôts des activités cédées			
<i>RESULTAT NET DE LA PERIODE</i>		<i>-12 814</i>	<i>-22 522</i>
dont part revenant au groupe		-12 814	-22 522
dont part revenant aux minoritaires			
Résultat par action ⁽¹⁾			
<i>de base</i>		<i>-1,284</i>	<i>-2,265</i>
<i>dilué</i>		<i>-1,283</i>	<i>-2,251</i>

⁽¹⁾ Conformément à l'IAS 33, le résultat par action a été déterminé, avec effet rétroactif, en tenant compte de l'augmentation de capital intervenue au cours du mois de juin 2013 portant le nombre total d'actions à 10 164 936.

Résultat global

Résultat Global en K€	31/03/13	31/03/12
<i>Résultat de la période</i>	-12 814	-22 522
Eléments qui ne sont pas reclassables en résultat		
Variation des écarts de conversion	609	1 465
Impôt différés sur éléments non reclassables en résultat		
Eléments pouvant être reclassés en résultat		
Ecarts de conversion de l'endettement (IAS 21)	-263	179
Instruments de taux - Couverture des investissements nets à l'étranger	26	0
Instruments de change - Couverture des investissements nets à l'étranger	-146	-237
Instruments de change - Couverture de flux de trésorerie		-14
Plus ou moins values de cession des actions propres		57
IFRS 2 Paiements fondés en action		68
Impôt différés sur éléments pouvant être reclassés en résultat	170	
<i>Sous-total des pertes et profits comptabilisés directement en capitaux propres net d'impôt</i>	396	1 519
RÉSULTAT GLOBAL	-12 418	-21 003
dont part revenant au groupe	-12 418	-21 003
dont part revenant aux minoritaires		

Les montants indiqués sont présentés nets des effets d'impôts éventuels

Tableau de variation des capitaux

Tableau de variation des capitaux propres en K€	Capital	Primes	Réserves consolidées	Écarts de conversion	Résultat de la période	Total Capitaux propres
CAPITAUX PROPRES au 31/03/2011	1 056	13 033	3 645	-1 337	4 005	20 402
Résultat au 31/03/2012					-22 522	-22 522
Instr. dérivés - couverture des invest. nets à l'étranger			-237			-237
Instr. dérivés - couverture des flux de trésorerie			-14			-14
Pertes/profits nets comptabilisés en capt. propres			1 770			1 770
Total des charges et produits comptabilisés			1 519		-22 522	-21 003
Affectation du résultat en réserves			4 005		-4 005	0
Distribution de dividendes			-2 454			-2 454
Augmentation de capital	494	17 941				18 435
Acquisition ou cession de titres en autocontrôle			-1 375			-1 375
Changements de méthodes comptables						0
Variations de périmètre et divers			2			2
CAPITAUX PROPRES au 31/03/2012	1 550	30 973	5 343	-1 337	-22 522	14 008
Correction d'erreur ⁽¹⁾			-646			-646
CAPITAUX PROPRES au 01/04/2012	1 550	30 973	4 697	-1 337	-22 522	13 362
Résultat au 31/03/2013					-12 814	-12 814
Instr. dérivés - couverture des invest. nets à l'étranger			-80			-80
Instr. dérivés - couverture des flux de trésorerie						0
Pertes/profits nets comptabilisés en capt. propres			-133	614		481
Total des charges et produits comptabilisés	0	0	-213	614	-12 814	-12 413
Affectation du résultat en réserves		-18 167	-4 355		22 522	0
Distribution de dividendes						0
Augmentation de capital						0
Acquisition ou cession de titres en autocontrôle			375			375
Changements de méthodes comptables						0
Variations de périmètre et divers						0
CAPITAUX PROPRES au 31/03/2013	1 550	12 806	504	-723	-12 814	1 324

⁽¹⁾ Les états financiers consolidés ont été affectés par une correction d'erreur relative à une réduction de valeur de stocks aux USA pour 0,6 MEUR après impôt (l'impact fiscal de cet ajustement s'élève à 0,3 MEUR). Ce montant est venu corriger les capitaux propres au 1^{er} avril 2012 pour 0,6 million d'euros. Cf. Note 1.3

Tableau des flux de trésorerie

Tableau de flux de trésorerie en K€	31/03/13	31/03/12
<i>Résultat net consolidé</i>	-12 814	-22 522
Résultat dans les sociétés mises en équivalence	223	690
Produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	933	-308
Plus et moins values de cession	442	862
+Charge d'impôt	308	1 502
+Coût de l'endettement	2 816	2 548
+Amortissements et provisions	9 980	21 215
<i>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement</i>	<i>1 889</i>	<i>3 986</i>
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	3 308	2 836
Impôts sur les résultats payés	124	-2 679
<i>Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles</i>	<i>5 321</i>	<i>4 142</i>
Activités d'investissements		
Acquisitions d'immobilisations	-3 946	-16 144
Cessions d'immobilisations	4 717	1 992
Incidence des variations de périmètre	-256	-4 501
<i>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements</i>	<i>515</i>	<i>-18 653</i>
Activité de financement		
Dividendes nets versés aux actionnaires et aux minoritaires		-2 140
Augmentation de capital reçue		2 475
Autre variation des fonds propres		-1 551
Variation de l'endettement	3 463	12 889
Intérêts payés	-2 796	-2 591
<i>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</i>	<i>668</i>	<i>9 082</i>
Variation de trésorerie	6 504	-5 429
Trésorerie d'ouverture	-10 239	-4 345
Trésorerie de clôture	-4 422	-10 239
Incidence des variations des cours devises	-686	-465
Variation de trésorerie	6 504	-5 429
Détail de la trésorerie de clôture		
Trésorerie et équivalents de trésorerie actifs	7 172	8 010
Concours bancaires courants	-11 593	-18 249

1. INFORMATIONS GENERALES

Les secteurs d'activité sur lesquels le Groupe CYBERGUN sont :

- Distribution de répliques d'armes factices destinées au tir de loisir ou sportif et aux collectionneurs
- Secteur du jouet et du paintball pour enfants

CYBERGUN est une société anonyme dont le siège social est situé en France, 9/11 rue Henri Dunant, zone d'activités les Bordes, BONDOUFLE (91070).

CYBERGUN est coté sur EUROLIST depuis le 29 avril 2004.

Ils sont exprimés en milliers d'euro (KEUR).

1.1. Faits marquants de l'exercice

1.1.1 Ligne de financement aux Etats-Unis

Au cours du mois de mai 2012, Cybergun a conclu la mise en place d'une ligne de financement à 24 mois avec une des principales banques américaines basée au Texas, BB&T. La ligne, d'un montant maximum de 17,5 millions de dollars, remboursable in fine sur 24 mois, porte intérêt au taux de Libor + 2,5%. Cette ligne est destinée à se substituer à une ligne court-terme existante et à financer l'activité des filiales américaines du groupe et est renouvelable à l'échéance. Au 31 mars 2013, la consommation de cette ligne s'élève à 5,3 millions d'euros.

1.1.2 Signature d'un protocole d'accord avec les partenaires bancaires

Cybergun a trouvé un accord avec ses partenaires bancaires, en date du 28 mars 2013, afin d'assurer la pérennité du Groupe. Il repose sur la restructuration de la dette bancaire de Cybergun SA, d'un montant de 34,6 MEUR, qui constitue l'essentiel de sa dette financière, le solde étant constitué d'emprunts obligataires privés et grand public.

La signature de ce protocole, dont l'homologation est intervenue au cours du mois d'avril, permet de sécuriser les ressources financières du Groupe en étalant les amortissements sur 6 ans et 3 mois. Il se traduit par :

- la confirmation des lignes court terme (14,8 MEUR) via leur apurement progressif sur 27 mois à partir d'avril 2013, avec dans un premier temps une franchise d'amortissement sur 3 mois, puis un amortissement linéaire sur les 24 mois suivants, de juillet 2013 à juin 2015 ;
- et par l'échelonnement sur 75 mois (d'avril 2013 à juin 2019) du remboursement de la dette moyen et long terme (14,2 MEUR), avec dans un premier temps une franchise d'amortissements sur 24 mois, puis un amortissement linéaire sur les 51 mois suivants d'avril 2015 à juin 2019.

1.1.3 Cession des actifs SMK Sportsmarketing

La filiale TG UK, basée en Angleterre, a cédé ses actifs SMK Sportsmarketing (spécialisée dans les carabines à plomb) à un industriel de l'univers du tir. La cession est intervenue le 28 mars 2013. Le chiffre d'affaires 2012-2013 de la filiale TG UK s'est élevé à 4,9 MEUR pour un résultat opérationnel de 1 MEUR.

1.1.4 Cession de la filiale Interactive Game Group (I2G)

La cession de la filiale I2G marque l'arrêt définitif de la branche Jeux Vidéo. La société a été reprise par un manager de Cybergun via une opération de MBO (Management Buy-Out). Une clause de retour à meilleure fortune permettrait de percevoir jusqu'à 6,3 MUSD (4,9 MEUR) de royalties.

1.1.5 Continuité d'exploitation

Au 30 septembre 2012, L'hypothèse de continuité d'exploitation reposait sur la réalisation des hypothèses suivantes :

- Réalisation du budget d'exploitation et du plan de financement,
- Pour les jeux vidéo, un investissement limité à la finalisation des programmes en cours,
- L'aboutissement favorable des négociations avec les banques
- La mise en œuvre de solutions (projets en capital et/ou cession d'actifs) pour faire face aux échéances du PREPS.

Au vu de la réalisation de ces hypothèses (cf. faits marquants – 1.1.2, 1.1.3 et 1.1.4 - et événements post-clôture – 6.6.1 et 6.6.2), il est approprié d'appliquer le principe de continuité d'exploitation pour l'établissement des comptes consolidés.

1.2. Changement de méthode ou de présentation

Aucun changement de méthode ou de présentation n'a été effectué.

1.3. Correction d'erreur

En application de l'IAS 8, une correction d'erreur portant sur la détermination de la valeur des stocks aux Etats-Unis pour 0,6 MEUR nets d'impôts est venue affecter les comptes consolidés clôturés au 31 mars 2013.

Le traitement rétrospectif s'avérant impraticable pour les périodes présentées en raison de l'impossibilité d'imputer cet écart sur une période spécifique, l'ajustement a été imputé sur les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} avril 2012.

1.4. Principes comptables et méthodes d'évaluation IFRS

Les comptes consolidés de CYBERGUN sont préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les méthodes comptables appliquées au 31 mars 2013 sont les mêmes que celles adoptées pour la préparation des états financiers annuels consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

Seules les normes approuvées et publiées au journal officiel par la Commission européenne antérieurement au 31 mars 2013 et d'application obligatoire au 1er avril 2012 ont été appliquées par le Groupe pour les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2013.

Les normes, amendements et interprétations IFRS suivants appliqués pour la première fois n'ont pas eu d'impact dans les comptes :

- IFRS 7 – Amendements Transferts d'actifs financiers.

Pour l'élaboration des états financiers au 31 mars 2013, le Groupe n'a procédé à aucune anticipation de normes et interprétations.

1.5. Estimations et jugements comptables déterminants

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs non courants destinés à la vente sont évalués au plus faible de leur valeur comptable ou de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

La préparation des états financiers consolidés selon les IFRS nécessite, de la part de la direction du groupe, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenus à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les jugements exercés par la direction lors de l'application des IFRS pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers et les estimations présentant un risque important de variations au cours de la période ultérieure, ils sont exposés dans les notes relatives aux tests de dépréciation des Goodwill, autres immobilisations incorporelles, et immobilisations corporelles.

Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe. Aucun changement significatif concernant les méthodes d'estimation n'a été mis en place sur la période.

1.6. Périmètre de consolidation

Périmètre de consolidation				
Nom	Siège	N° Siren	% d'intérêt	Méthode
<i>Société mère :</i>				
CYBERGUN SA	Zone d'activités les Bordes 9/11 rue Henri Dunant 91070 Bondoufle France	33764379500046		Société mère
<i>Sociétés filiales :</i>				
Sarl BRAINS 4 SOLUTIONS (B4S)	8, rue de l'Arc 77240 VERT ST-DENIS	51100631400013	100%	IG
MICROTRADE SARL	3 rue des foyers L1537 LUXEMBOURG	N/A	100%	IG
CYBERGUN USA, Corp	PO BOX 35033 Scottsdale, AZ 85255 USA	N/A	100%	IG
SOFTAIR USA Inc.	Vineyard Center II 1452 hugues Road Suite 107 GRAPEVINE TX 76051 /USA	N/A	100%	IG
CYBERGUN INTERNATIONAL SA	3 rue des foyers L1537 LUXEMBOURG	N/A	100%	IG
ASGUN Doo	DolenjskaCesta 133 LJUBLJANA	N/A	100%	IG
PALCO SPORTS	8575 Monticello Lane North MAPLE GROVE MN 55369	N/A	100%	IG
SPARTAN IMPORTS DK	True Møllevej 11, 8381 Tilst, DENMARK	N/A	100%	IG
SPARTAN IMPORTS Inc. USA	213 Lawrence Avenue South San Francisco CA 94080 USA	N/A	100%	IG
CYBERGUN Italia srl	Milano Piazza Cavour 3 CAP 20121 ITALIE	N/A	100%	IG

Nom	Siège	N° Siren	% d'intérêt	Méthode
CYBERGUN HONG KONG	1401, 14th Floor World Commerce Center, Harbour City, 7-11 Canton Road Tsim ShaTsui, Kowloon HONG KONG	N/A	100%	IG
TECH GROUP US	3221 South Cherokee Lane Suite 1820 Woodstock GA 30188 USA	N/A	100%	IG
TECH GROUP UK	Unit D2 Sowton Industrial Estate Exeter Devon EX2 7 LA ENGLAND	N/A	100%	IG
TECH GROUP HK	11B 9/F block B Hung Hom Commercial center 339 Ma Tai Wal Road Hung Hom Kowloon HONG KONG	N/A	100%	IG
ONLINE WARMONGERS GROUP, INC	1800 Thayer Avenue, Suite A Los Angeles, CA 90025, U.S.A	N/A	40%	MEE
INTERACTIVE GAME GROUP, LLC (I2G)	The Corporation Truste 1209 Orange Street Wilmington DE 19801 USA	N/A	100%	IG
I2G PRODUCTION, LLC	The Corporation Truste 1209 Orange Street Wilmington DE 19801 USA	N/A	100%	IG
SHANGHAI PRODUCTION GROUP LLC	1950 Sawtelle Blvd, Los Angeles, 90025 CA	N/A	50%	MEE
GRRL PRODUCTION LLC	1950 Sawtelle Blvd, Los Angeles, 90025 CA	N/A	46,70%	MEE
PDF MEDIA LLC	12950 Culver Blvd, Los Angeles, 90066 CA	N/A	33%	MEE

IG : Intégration globale, MEE : Mise en équivalence

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation clôturent leur exercice comptable annuel le 31 mars.

I2G et ses filiales I2G PRODUCTION LLC, SHANGHAI PRODUCTION GROUP LLC, GRRL PRODUCTION LLC et PDF MEDIA LLC ont été sorties du périmètre au 31 mars 2013.

Exclusion de périmètre :

Société Freiburghaus

La société CYBERGUN n'exerce aucune influence notable sur la société FREIBURGHaus en raison de la présence d'un actionnaire très majoritaire. Celle-ci a, par conséquent, toujours été exclue du périmètre de consolidation.

Filiale :

Une filiale est une entité contrôlée par Cybergun SA. Le contrôle existe lorsque la société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

1.7. Conversion des comptes et opérations libellées en monnaie étrangère

1.7.1 Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les comptes des filiales étrangères du groupe sont tenus dans leur monnaie de fonctionnement.

Les actifs et les passifs des filiales étrangères y compris le goodwill sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les éléments du compte de résultat sont convertis en euros au cours approchant les cours de change aux dates de transactions, ou bien au cours moyen de la période lorsque les cours ne connaissent pas de fluctuations importantes. Les capitaux propres sont conservés au taux historique. Les écarts de change résultant des conversions sont portés en réserve de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

1.7.2 Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

A la clôture de l'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont comptabilisés dans le compte de résultat opérationnel.

En application de l'IAS 21, les avances en comptes courants auprès des filiales, dont le règlement n'est, ni planifié, ni probable dans un avenir prévisible, constitue une part de l'investissement net du groupe. A ce titre, les écarts de change provenant de ces avances sont enregistrés en capitaux propres.

1.7.3 Cours de conversion utilisés pour l'établissement des comptes consolidés

Cours Euro contre devise	31/03/13	31/03/12
Taux de clôture		
USD	1,2805	1,3356
GBP	0,8456	0,8339
DKK	7,4553	7,4399
Taux moyen (du 1er avril au 31 mars)		
USD	1,2875	1,3224
GBP	0,8149	0,8495
DKK	7,4497	7,4503

1.8. Immobilisations incorporelles

1.8.1 Goodwill

Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Les goodwills résultent de l'acquisition des filiales, entreprises associées et coentreprises et correspondent à la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition.

Les goodwills positifs ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation à chaque clôture annuelle. La valeur recouvrable des écarts d'acquisition est alors estimée soit sur la base d'une valeur de marché soit sur la base d'une valeur d'utilité. La valeur d'utilité est définie comme la somme des cash-flows actualisés relatifs aux unités génératrices de trésorerie auxquels les goodwills se rattachent. Quand la valeur de marché ou la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée de façon irréversible.

Les unités génératrices de trésorerie retenues pour le calcul des tests de dépréciation correspondent aux filiales.

La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation issus des budgets prévisionnels établis par la direction sur une durée de 4 ans et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs d'après la méthode du Médaf/WACC est de 9,3 % (inchangé par rapport à l'année dernière). L'évolution du WACC est principalement influencée par la forte pondération compte tenu du poids de la dette. Le taux de croissance à l'infini pour la valeur terminale (VT) est de - 10 % pour l'activité historique et sans objet pour l'activité jeu vidéo.

En termes de variation du chiffre d'affaires et des valeurs terminales, les hypothèses retenues sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des activités opérationnelles.

Les goodwill négatifs (qui selon IFRS 3 sont définis comme : « excédent de la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis par rapport à leur coût ») sont comptabilisés immédiatement en résultat.

1.8.2 Brevets et licences

Les licences exclusives de reproduction sont amorties en linéaire sur la durée des contrats.

A la clôture de chaque exercice et pour chaque licence lorsqu'il existe des indicateurs de perte de valeur (essentiellement quand les ventes se révèlent inférieures aux prévisions), des cash-flows prévisionnels actualisés sont calculés. Lorsque ces derniers sont inférieurs à la valeur nette comptable des licences, une dépréciation est pratiquée.

Les logiciels informatiques sont amortis sur mode linéaire sur leur durée d'utilisation, avec un maximum de 5 ans.

Les frais internes relatifs aux dépôts de marques sont comptabilisés en charges. Il s'agit des coûts juridiques hors le dépôt lui-même ainsi que des frais induits (Téléphone, courrier, traductions etc...).

Il existe deux types de contrat de licences :

- 1- les licences acquises pour une certaine durée sont portées à l'actif du bilan. Ces contrats sont amortis sur leur durée; aucune royauté n'est versée.
- 2- Les contrats signés pour une certaine période moyennant le versement de royalties sur les ventes réalisées. Ces royalties correspondent à un pourcentage du Chiffre d'affaires mais comportent pour la plupart des minima. Les royalties sont comptabilisées en charges d'exploitation.

1.8.3 Frais de développement

Selon la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", les frais de développement sont immobilisés dès lors que les six critères sont respectés – confère le paragraphe 1.7.4 suivant.

Les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement capitalisés qui remplissent les critères sont inscrits à l'actif du bilan. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède généralement pas 6 ans.

1.8.4 Coût de développement des jeux vidéo

Conformément à la norme IAS 38, I2G comptabilise en immobilisation incorporelle le coût de développement des jeux vidéo (dépenses de développement des studios externes) dans la mesure qu'il est démontré :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente.
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre.
- sa capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle.
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle.
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les prévisions de résultats tels que prévus au critère 4 reposent sur des hypothèses de réussites commerciales des jeux, sur la base des connaissances et de l'appréciation du management, au moment de la réalisation de l'évaluation. Ces éléments ne sauraient être une certitude quant à leur réalisation qui pourrait être différente des prévisions initiales.

1.8.5 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur (dépréciation). Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont les coûts peuvent être déterminés de façon fiable et pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs existent, sont comptabilisés en immobilisations.

Aucun coût d'emprunt n'est incorporé aux coûts des immobilisations.

1.9. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 "Immobilisations corporelles", seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les amortissements sont calculés en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée d'utilisation estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

Les agencements, installations techniques et autres immobilisations corporelles sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production.

Les amortissements calculés par application de taux homogènes au sein du groupe, sont déterminés par référence aux modes et aux durées d'utilisation suivantes :

Désignation	Durée d'amortissement	Mode d'amortissement
Agencements	5 à 10 ans	Linéaire
Moules de production	10 ans	Linéaire
Mobilier	4 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	4 à 5 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 ans	Linéaire
Matériel de démonstration	5 ans	Linéaire

Ces durées d'amortissement sont revues et modifiées en cas de changement significatif ; ces changements sont appliqués de façon prospective.

1.10. Contrats de location

Suivant la norme IAS 17, les immobilisations utilisées dans le cadre d'un contrat de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan en immobilisation corporelle et au passif en dettes financières pour le montant des paiements à effectuer au titre du contrat de location.

Les loyers sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est répartie sur la durée du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au titre de chaque période.

Le Groupe a fixé un seuil en fonction de sa taille et de l'activité de ses entités. Le retraitement des contrats de location financement figurant dans le bilan est effectué pour tous les biens dont la valeur d'origine est supérieure à 10 KEUR. Il n'existe aucun contrat de location financement au 31 mars 2013.

1.11. Perte de valeur des actifs corporels et incorporels

Conformément à la norme IAS 36 "Perte de valeur des actifs", lorsque des événements, des modifications d'environnement de marché ou des niveaux d'activité (chiffre d'affaires) indiquent un risque de perte de valeur, les immobilisations incorporelles et corporelles du Groupe font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable; cette valeur est définie comme la plus élevée de la juste valeur et de la valeur d'utilité.

Dans le cas où la valeur recouvrable des actifs serait inférieure à leur valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles (hors Goodwill) à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la perte de valeur initialement comptabilisée).

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité. Celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur cession. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du groupe Cybergun.

La norme IAS 36 définit le taux d'actualisation à utiliser comme le taux avant impôt reflétant l'appréciation actuelle de la valeur temps par marché et les risques spécifiques à l'actif. C'est le taux de rendement que des investisseurs demanderaient s'ils avaient à choisir un placement dont le montant, l'échéance et les risques seraient équivalents à ceux de l'actif ou de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) considéré.

Le taux d'actualisation utilisé pour les besoins du test de perte de valeur de 9,3% prend en compte la structure financière et le taux d'endettement des entreprises du secteur, c'est-à-dire des "comparables" et non ceux de l'entreprise ou du groupe auquel appartient l'actif ou l'UGT.

1.12. Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont constitués des actifs disponibles à la vente, des prêts et créances, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments dérivés et des emprunts.

1.12.1 Actifs disponibles à la vente

Les titres non consolidés sont classés dans la catégorie « actifs disponibles à la vente » car ils ne répondent pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées directement dans les capitaux propres.

1.12.2 Prêts et créances

Ils comprennent des dépôts et des cautions.

1.12.3 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue, généralement de moins de 3 mois, aisément mobilisables ou cessibles à très court terme, convertibles en un montant de liquidités et ne présentent pas de risques significatifs de perte de valeur. Ils sont évalués selon la catégorie des actifs évalués à la juste valeur par le biais du résultat.

Les découverts bancaires remboursables à vue qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

1.12.4 Instruments dérivés

Le Groupe utilise divers instruments financiers afin de réduire son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt. Certaines opérations conformes à la politique de gestion des risques de taux et de change du Groupe ne répondant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont comptabilisées comme des instruments à des fins de transaction.

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur dans l'état de la situation financière consolidée. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat consolidé.

Pour Cybergun, les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon deux types de relations de couverture : de flux de trésorerie ou d'investissement net dans une activité à l'étranger :

- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple une vente ou un achat attendu) et qui affecterait le résultat net présenté ;
- La couverture d'un investissement net à l'étranger couvre l'exposition au risque de change de l'actif net (y compris les prêts considérés comme faisant partie de l'investissement) de l'activité à l'étranger.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme, d'un flux de trésorerie ou d'un investissement net à l'étranger est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine puis par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- pour les couvertures de flux de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en autres éléments du résultat global, la variation de juste valeur du sous-jacent n'étant pas enregistrée dans l'état de la situation financière consolidée. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée quant à elle en résultat. Les montants enregistrés en autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat du ou des mêmes périodes que celles au cours desquelles l'actif acquis ou le passif émis affecte le résultat ;
- pour les couvertures d'un investissement net, la partie des profits ou des pertes sur l'instrument de couverture qui est considérée comme efficace est comptabilisée en autres éléments du résultat global dans les écarts de conversion, la partie inefficace est comptabilisée dans le compte de résultat consolidé. Le profit ou la perte inscrit dans les écarts de conversion est comptabilisé en résultat lors de la sortie de l'investissement à l'étranger.

L'application des principes relatifs à la couverture des investissements nets est mesurée au travers de la lecture du résultat global.

1.13. Emprunts et autres passifs financiers

Les passifs financiers non dérivés comprennent les emprunts, autres financements et découverts bancaires.

1.14. Actions propres/Capital

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

1.15. Actions ordinaires/Capital

Les coûts accessoires directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires ou d'option sur actions, sont comptabilisés en déduction des fonds propres.

1.16. Actions préférentielles/Capital

Il n'existe pas d'actions préférentielles.

1.17. Rachat d'instrument de capitaux propres/Capital

Si le groupe rachète ses propres instruments de capitaux propres, le montant de la contrepartie payée, y compris les coûts directement attribuables, est comptabilisé en diminution des capitaux propres. Les actions rachetées sont classées en tant qu'actions propres et déduites des capitaux propres.

1.18. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels" des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice :

- (a) il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé,
- (b) il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- (c) le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doive supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise, ou à des obligations actuelles pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

1.19. Stocks

Les stocks de marchandises et d'accessoires sont évalués au plus faible du coût et de sa valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût d'achat moyen unitaire pondéré.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production.

Les stocks acquis en devise sont valorisés au cours du jour d'achat.

Les coûts indirects pris en compte dans la valorisation des stocks d'encours et de produits finis ne comprennent que ceux liés à la production.

Les stocks font l'objet, par référence, d'un calcul de rotation sur la base des historiques de ventes et des prévisions commerciales. Il est constaté une provision statistique sur la base des risques d'écoulement identifiés.

1.20. Avantages accordés aux salariés

1.20.1 Engagements de retraite

Selon les lois et usages de chaque pays, Cybergun participe à des régimes de retraite, prévoyance et indemnités de fin de carrière, dont les prestations dépendent de différents facteurs tels que l'ancienneté, les salaires et les versements effectués à des régimes généraux obligatoires.

Ces régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies :

- dans le cadre des régimes à cotisations définies, le complément de retraite est fixé par le capital accumulé du fait des contributions versées par le salarié et l'entreprise à des fonds extérieurs. Les charges correspondent aux cotisations versées au cours de l'exercice. Il n'y a aucun engagement ultérieur du Groupe envers ses salariés. Pour Cybergun, il s'agit généralement des régimes publics de retraite ou des régimes spécifiques à cotisations définies.
- dans le cadre des régimes (ou plans) à prestations définies, le salarié bénéficie de la part du Groupe d'une indemnité de fin de carrière fixée en fonction de paramètres tels que son âge, la durée de sa carrière, le montant de ses rémunérations. Au sein du Groupe, tel est le cas en France, et aux USA.

Sur la base du mode de fonctionnement de chaque régime et des données fournies par chaque pays, les obligations futures de l'employeur ont été évaluées sur la base d'un calcul actuariel appelé « méthode des unités de crédit projetées » (« projected unit credit method »). Cette méthode consiste à déterminer la valeur des prestations futures probables et actualisées de chaque salarié au moment de son départ en fin de carrière.

Pour les salariés français ces calculs actuariels intègrent diverses hypothèses :

- ✓ obligations définies par les conventions collectives (convention 3130 *Jeux, jouets et articles de fête*) ;
- ✓ méthode prospective fondée sur les salaires et les droits de fin de carrière ;
- ✓ tables de mortalités ; (table de mortalité TD 2003-2005 qui différencie les hommes et les femmes) ;
- ✓ dates de départ à la retraite ; 65 ans ;
- ✓ taux de progression des salaires (1%) ;
- ✓ taux de rotation du personnel en fonction de la tranche d'âge : 7% l'an pour les moins de 30 ans ; 4% pour les 30/40 ans ; 2% pour les 40/50 ans et 1% les plus de 50 ans ;
- ✓ taux d'actualisation annuel de 4% ;
- ✓ charges patronales : 45% pour les non-cadres et 50 % pour les cadres ;
- ✓ les gains et pertes actuariels sont comptabilisés en compte de résultat.

1.20.2 Droit individuel à la Formation (DIF)

La loi 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle et au dialogue social ouvre pour le salarié un droit individuel à la formation (DIF) d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans.

Les dépenses à engager dans le cadre du DIF se rattachant à l'activité future de l'entreprise constituent des charges de la période au même titre que les autres dépenses de formation.

1.20.3 Paiements fondés en actions

Les programmes d'options sur actions permettent aux membres du personnel du Groupe d'acquérir des actions de la Société. La juste valeur des options attribuées est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. La juste valeur est évaluée à la date d'attribution et répartie sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits d'une manière

définitive. La juste valeur des options est évaluée en tenant compte des termes et conditions des options définis au moment de leur attribution :

- Plans de stock-options : la comptabilisation en résultat de cette rémunération est étalée sur la durée d'acquisition des droits.
- Actions gratuites : la charge comptable est déterminée sur la base du cours de l'action à la date d'attribution. Cette charge est prise en compte sur la durée d'acquisition des droits.

Le conseil d'administration de Cybergun procède à l'attribution d'actions gratuites au bénéfice des salariés du groupe dans le cadre de la délégation reçue par son assemblée générale extraordinaire.

Ces actions gratuites sont soit rachetées sur le marché, soient émises dans le cadre de l'article L225-197-1 du Code de commerce.

Les conditions et critères d'attribution suivants :

- Ancienneté du salarié,
- Implication du salarié dans le fonctionnement et les objectifs du groupe,
- Performance individuelle du salarié, comprenant la réalisation des objectifs individuels du salarié et sa participation à la réalisation des objectifs du groupe.

A l'issue de la période d'acquisition, généralement fixée à 24 mois, les bénéficiaires sont tenus de conserver ces actions, sans pouvoir les céder pendant une période de conservation de deux ans.

Les plans d'attribution en cours suivants ont été approuvés :

Approbation du conseil d'administration du :		08/09/11
Date limite d'attribution		juin-13
Salariés		
	Cybergun SA	4 469
	Softair USA	790
	Palco Sports	910
	Tech Group	288
	Cybergun HK	600
	Microtrade	40
	Asgun	46
	Spartan Danemark	595
	Spartan Imports	180
Nombre d'actions		7 918

1.21. Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de produits finis et de prestations de services attachées à ces produits, les ventes de marchandises et les frais de port facturés.

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens ou la réalisation du service.

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Dans le cas où l'existence de différé de paiement aurait un effet sur la détermination de la juste valeur, il en est tenu compte en actualisant les paiements futurs.

1.21.1 Ventes d'armes factices ou jouets

En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client que le transfert des risques est réalisé, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe. Dans le cas d'accords prévoyant une acceptation formelle des biens, équipements ou services reçus par le client, le chiffre d'affaires est, en principe, différé jusqu'à la date d'acceptation

1.21.2 Chiffre d'affaires Jeux Vidéo

La reconnaissance du chiffre d'affaires de l'activité Jeu vidéo développé par la société I2G, résulte de deux types de prestations :

1. Redevances d'exploitation versées par le distributeur : le chiffre d'affaires est reconnu chaque trimestre sur la base des relevés établis par les distributeurs au titre des ventes intervenus au cours du dit trimestre. Les relevés sont établis conformément aux dispositions des contrats de distribution applicables (royaltie fixe ou variable, minimum garanti,...). Pour son activité jeu vidéo, s'agissant des minimums garantis, le groupe Cybergun n'est pas engagé par d'éventuels retours de produits qui sont à la charge du distributeur.
2. Le revenu correspondant aux prestations de développement et d'édition effectuées pour le compte de tiers est considéré comme acquis et comptabilisé en chiffre d'affaires au fur et à mesure que le service est rendu.

1.22. Autres produits et charges opérationnels

Les charges et produits non courants correspondent aux charges et produits hors gestion courante de la société. Ils se caractérisent essentiellement par leur nature inhabituelle et par leur montant significatif.

Les charges et produits non récurrents incluent les éléments suivants :

- ✓ résultat de cession : des immobilisations corporelles et incorporelles, sur titres de participation, sur autres immobilisations financières et autres actifs ;
- ✓ dépenses de réorganisation et de restructuration ;
- ✓ pertes de valeur sur actifs immatériels.

1.23. Coût du financement et autres charges et produits financiers

Le résultat financier est composé du coût de l'endettement financier net et des autres produits et charges financiers.

Le coût de l'endettement financier net comprend :

1. les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qui incluent les résultats de cession des valeurs mobilières de placement, les intérêts créditeurs ainsi que le résultat des couvertures de taux de change sur trésorerie,
2. le coût de l'endettement financier brut qui inclut l'ensemble des charges d'intérêt sur les opérations de financement.

Les autres produits et charges financiers comprennent les résultats sur les cessions de titres non consolidés, les variations de juste valeur des instruments financiers (actifs, passifs et dérivés), les résultats de change et les autres produits et charges financiers.

1.24. Impôts

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

1.25. Impôt exigible

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés à la date de clôture.

Le taux d'impôt retenu pour les différentes sociétés du groupe est le suivant :

Taux d'impôt	31/03/13	31/03/12
CYBERGUN SA	33,33%	33,33%
B4S	33,33%	33,33%
ASGUN DOO	25,00%	25,00%
CYBERGUN HK	16,50%	16,50%
CYBERGUN INTERN.	8,00%	8,00%
CYBERGUN USA	40,00%	40,00%
ICON	40,00%	40,00%
MICROTRADE	30,88%	30,88%
PALCO SPORT	40,00%	40,00%
SOFTAIR USA	35,00%	35,00%
SPARTAN IMPORTS	44,00%	44,00%
I2G	34,00%	34,00%
TECH GROUP UK	23,70%	23,70%
TECH GROUP HK	16,50%	16,50%
TECH GROUP USA	40,00%	40,00%
SPARTAN DK	25,00%	25,00%

1.26. Impôts différés

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour la plupart des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt adoptés à la clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

L'effet des éventuelles variations des taux d'imposition, sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, est comptabilisé en compte de résultat.

Les impôts différés sont présentés au bilan séparément des actifs et passifs d'impôt exigible et classés dans les éléments non courants.

1.27. Résultat par action

Le groupe présente un résultat par action de base et dilué pour ses actions ordinaires. Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le résultat par actions diluées est déterminé en ajustant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, tenant compte des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives, qui comprennent notamment les options sur actions attribuées aux membres du personnel.

1.28. Capitaux propres

1.28.1 Capital

Le capital social de la société au 31 mars 2013 est de 1 550 643 euros composé de 4 727 877 actions, chacune entièrement libérée.

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation à une part égale à la quotité de capital qu'elle représente.

1.28.2 Stock-options

Plan de stock-options réservé aux salariés

L'assemblée générale extraordinaire du 25 septembre 2008 a autorisé le conseil d'administration à consentir à certains salariés de la société des options de souscriptions dans la limite de 60 000 actions au prix de 5,50 EUR avant le 2 décembre 2010 ; au terme de cette période le nombre d'actions souscrites s'est élevé à 49 000 actions, soit une libération de 269 500 EUR représentant une augmentation de capital de 16 070,94 EUR et une prime d'émission de 253 429,06 EUR.

Le conseil d'administration du 8 décembre 2010, après approbation par l'assemblée générale, a émis le principe d'un plan d'émission de 90 000 options de souscription d'actions, destinées aux cadres dirigeants du groupe, et permettant de souscrire des actions au prix unitaires de 12 EUR.

Le conseil d'administration du 8 septembre 2011, dont le rapport a été présenté lors de l'assemblée générale du 20 septembre 2012, a émis le principe d'un plan d'émission de 130 000 options de souscription d'actions, destinées aux cadres dirigeants du groupe, et permettant de souscrire des actions au prix unitaires de 10,50 EUR.

1.28.3 Actions propres

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

En date du 31 mars 2013, le groupe détient 196 821 actions propres contre 249 694 actions au 31 mars 2012 (actions Cybergun) au prix historique total de 1 393 KEUR. La valeur boursière des actions propres s'établit au 31 mars 2013 à 177 KEUR sur la base du cours de bourse de la société Cybergun SA de 0,90 EUR.

2. GESTION DU RISQUE FINANCIER

2.1. Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

Clients et autres débiteurs

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Le profil statistique de la clientèle, incluant notamment le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans réelle influence sur le risque de crédit.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs ainsi qu'aux placements. La principale composante de cette dépréciation correspond essentiellement à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

2.2. Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou «tendues», sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

Généralement, le Groupe s'assure qu'il dispose d'un dépôt à vue suffisant pour faire face aux dépenses opérationnelles attendues pour une période de 60 jours, incluant les paiements nécessités par le service de sa dette. Ceci exclut l'impact potentiel de circonstances extrêmes, comme les catastrophes naturelles, que l'on ne saurait raisonnablement prévoir. De plus, le Groupe maintient ses lignes de crédit.

Les principales évolutions et mentions portant sur le risque de liquidité sont présentées en note 4.1. Emprunts et dettes financières.

2.3. Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables.

Le groupe cherche à gérer dans la mesure du possible le risque de marché en procédant à des souscriptions d'instruments de couverture de taux et de devises.

2.4. Risque de change

Le Groupe est exposé au risque de change sur les emprunts qui sont libellés dans une monnaie autre que l'euro, il s'agit pour l'essentiel du dollar américain (USD).

Le Groupe a recours à des contrats de change à terme pour couvrir son risque de change. Les contrats à terme ont, à la date de clôture, une échéance inférieure à un an. Si nécessaire, les contrats de change à terme sont renouvelés à leur date d'échéance.

Le Groupe est peu exposé à un risque de change sur ses transactions courantes (d'achats et ventes), en effet le volume d'activité s'équilibre.

2.5. Risque de taux

Le Groupe est essentiellement exposé au risque de taux d'intérêts au travers de sa dette à taux variable et de ses placements financiers.

CYBERGUN gère le risque de taux en procédant à des souscriptions d'instruments de couverture de taux.

3. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1. Immobilisations incorporelles

3.1.1 Survaleur

Goodwill en K€	31/03/13	31/03/12
<i>VNC ouverture</i>	10 236	9 562
Acquisitions		15 607
Cessions		
Variations de périmètre	-17 198	
Ajustement du prix payé		
Variation des pertes de valeur	17 104	-16 487
Ecart de conversion	503	1 554
VNC clôture	10 645	10 236
<i>Valeur brute clôture</i>	<i>10 774</i>	<i>26 853</i>
Cumul de perte de valeur clôture	-129	-16 617

Le goodwill est intégralement rattaché à l'activité tir de loisirs.

Le test d'évaluation effectué à la clôture de l'exercice sur le Goodwill « Tir de loisirs » n'a pas révélé de perte de valeur.

3.1.2 Autres Immobilisations Incorporelles

Immobilisations incorporelles (Valeur brute en K€)	Licences et Brevets	Frais de Dévelop.	Clientèle	Jeux vidéo	Autres	Total
<i>Valeur brute au 31 mars 2011</i>	6 517	706	0	1 572	67	8 862
Acquisitions	343	294	1 856	9 359	10	11 862
Sorties	-92			-2 826	-9	-2 927
Ecart de conversion	84	36	65	355	1	540
Variations de périmètre	127			774		901
Autres	-34	89			-36	19
<i>Valeur brute au 31 mars 2012</i>	6 944	1 125	1 922	9 234	33	19 257
Acquisitions	137	134		1 638	88	1 997
Sorties	-537		-1 981	-258	-13	-2 789
Ecart de conversion	48	34	45	368		495
Variations de périmètre				-10 113		-10 113
Autres	-366	-21	15	-868	3	-1 236
Valeur brute au 31 mars 2013	6 227	1 272	0	0	111	7 611

Immobilisations incorporelles (Amortissements en cumul en K€)	Licences et Brevets	Frais de Dévelop.	Clientèle	Jeux vidéo	Autres	Total
Amortissements au 31 mars 2011	1 747	429	0	0	5	2 182
Amortissements	335	89	93	1 351	2	1 871
Dépréciation de valeur				2 669		2 669
Diminutions	-68					-68
Variations de périmètre						0
Ecarts de conversion	10	9	3	127		149
Autres	-46					-46
Amortissements au 31 mars 2012	1 979	527	96	4 146	7	6 756
Amortissements	320	398	98	4 906	4	5 726
Dépréciation de valeur					22	22
Diminutions			-200		-7	-207
Variations de périmètre				-8 273		-8 273
Ecarts de conversion	7	10	2	165		185
Autres	-42	-9	3	-944	3	-989
Amortissements au 31 mars 2013	2 264	926	0	0	29	3 219
Valeur nette comptable						
au 31 mars 2012	4 966	598	1 825	5 087	25	12 501
au 31 mars 2013	3 963	346	0	0	82	4 392

(1) (2)

Concernant ses licences, le groupe Cybergun confirme qu'il n'existe pas d'indice de perte de valeur nécessitant un test de dépréciation.

- (1) Clientèle SMK Sportsmarketing cédée par la filiale de Cybergun, Tech Group UK (cf. Note 1.1.3).
- (2) Les actifs incorporels liés à l'activité Jeux vidéo ont été sortis à la clôture de mars 2013 suite à la cession de la filiale I2G (cf. Note 1.1.4).

3.2. Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles (Valeur brute en K€)	Installations techniques	Autres	Total
Valeur brute au 31 mars 2011	2 682	1 746	4 428
Acquisitions	575	888	1 463
Sorties	-5	-7	-12
Ecarts de conversion	65	84	149
Variations de périmètre		6	6
Autres		70	70
Valeur brute au 31 mars 2012	3 317	2 788	6 104
Acquisitions	176	317	493
Sorties	-164	-341	-504
Ecarts de conversion	52	70	123
Variations de périmètre		-7	-7
Autres	272	-259	13
Valeur brute au 31 mars 2013	3 653	2 568	6 221

Immobilisations corporelles (Amortissements en cumul en K€)	Installations		Total
	techniques	Autres	
Amortissements au 31 mars 2011	1 116	1 043	2 159
Amortissements	362	306	668
Dépréciation de valeur			0
Diminutions			0
Variations de périmètre			0
Ecarts de conversion	13	54	67
Autres		45	45
Amortissements au 31 mars 2012	1 491	1 448	2 939
Amortissements	595	483	1 077
Dépréciation de valeur			0
Diminutions	-45	-341	-386
Variations de périmètre		-7	-7
Ecarts de conversion	19	41	60
Autres	260	-232	29
Amortissements au 31 mars 2013	2 320	1 392	3 711

Valeur nette comptable			
au 31 mars 2012	1 826	1 339	3 165
au 31 mars 2013	1 333	1 176	2 509

3.3. Participations et Actifs financiers non courants

Participations et actifs financiers non courants en K€	Titres MEE	Autres		Autres actifs non courants	Total Valeur brute des actifs non courants	Actifs finan. non courants destinés à être cédés	Pertes de valeur	Valeur nette
		Part. ent. associées	Total Part. ent. associées					
au 31 mars 2011	0	28	28	456	484	0	0	484
Acquisitions	2 953		2 953	893	3 846			3 846
Cession/Diminution		-3	-3	-37	-40			-40
Variation de périmètre	599		599		599			599
Variation tx de change				6	6			6
au 31 mars 2012	3 552	25	3 577	1 318	4 895	0	0	4 895
Acquisitions			0	123	123			123
Cession/Diminution	-223		-223	-470	-693			-693
Variation de périmètre	-622	-1	-623		-623			-623
Variation tx de change	141		141	31	172			172
Actifs financiers non courants au 31 mars 2013	2 848	24	2 872	1 002	3 875	0	0	3 875

L'essentiel des autres actifs non courant est constitué de dépôt de garantie et de prêts accordés dont l'échéance est supérieure à 1 an et inférieure à 5 ans.

En application d'IAS 28, le total des actifs, passifs, chiffre d'affaires et résultat net des sociétés mises en équivalence s'élèvent à :

- Actif : 8,1 MUSD
- Passif (hors capitaux propres) : 0,1 MUSD
- Chiffre d'affaires : 2,3 MUSD
- Résultat net : 0,1 MUSD

Il s'agit intégralement de la participation dans la société OW, qui développe le jeu War Inc.

3.4. Actifs et passifs d'impôts non courants

Actifs et passifs d'impôts non courants en K€	31/03/13	31/03/12
Retraitement de charges à répartir	6	25
Différences temporaires fiscalités locales	90	26
Neutralisation des ventes d'immobilisation intragroupe		19
Provision pour départ à la retraite		25
Autres retraitements divers	117	-20
Neutralisation de la marge intragroupe sur stocks	698	598
Frais bancaires sur émission d'emprunt obligataire	-4	-16
Instruments financier	3	60
Déficits	140	153
Ajustement juste valeur	2	
Stocks options et actions gratuites	15	
Impôts différés nets	1 068	870
<i>Actifs d'impôts différés</i>	<i>1 071</i>	<i>921</i>
<i>Passifs d'impôts différés</i>	<i>-3</i>	<i>-51</i>
Impôts différés nets	1 068	870

3.5. Stock de marchandises

Stocks en K€	31/03/13	31/03/12
Valeurs brutes	24 740	29 728
Pertes de valeur	-1 147	-753
Valeurs nettes	23 593	28 975

Le stock de marchandises comprend essentiellement des répliques de pistolets factices et produits associés.

Le stock de marchandises est localisé dans les zones suivantes :

Stocks par zone en K€	31/03/13	31/03/12
France	6 021	8 028
Reste du monde	17 572	20 947
<i>dont USA</i>	<i>14 694</i>	<i>14 901</i>
Valeurs nettes par zone	23 593	28 975

3.6. Créances clients

Créances clients en K€	31/03/13	31/03/12
Créances clients brutes	11 882	13 858
Pertes de valeur	-1 303	-921
Créances clients nettes	10 579	12 937

L'ensemble des créances clients a une échéance à un an.

Hormis les créances commerciales échues ayant fait l'objet d'une provision pour perte de valeur, le Groupe Cybergun estime n'être exposé à aucun risque significatif de recouvrement.

3.7. Autres actifs courants

Les autres actifs courants se composent de :

Autres actifs courants en K€	31/03/13	31/03/12
Autres actifs d'impôt	1 424	1 190
Avances, acomptes sur commandes	163	79
Actifs financiers dérivés	0	111
Autres créances	2 300	1 792
Autres actifs courants	2 463	1 982

L'ensemble des autres actifs courants a une échéance à un an.

Le détail des autres créances est le suivant :

Autres créances en K€	31/03/13	31/03/12
Créances sociales	22	22
Comptes courants débiteurs	0	69
Créances sur cessions d'immos	150	
Créances fiscales	577	863
Débiteurs divers	1 122	634
Charges constatées d'avance	428	204
Total Autres créances	2 300	1 792

⁽¹⁾ Les états financiers consolidés ont été affectés par une correction d'erreur relative à une réduction de valeur de stocks aux USA pour 0,6 MEUR après impôt (l'impact fiscal de cet ajustement s'élève à 0,3 MEUR).

3.8. Trésorerie et équivalent de trésorerie

Trésorerie active en K€	31/03/13	31/03/12
Disponibilités	7 172	7 801
VMP - FCP	0	0
VMP - Obligations	0	199
VMP- Obligations coupons courus	0	12
Prov. Déprec. VMP	0	-2
Total Trésorerie active	7 172	8 010

4. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1. Emprunts et dettes financières

Dettes financières en K€	31/03/12	Courant	Non courant	Taux fixes	Taux variables
Emprunts obligataires ^{(1) (2)}	17 629		17 629	17 629	0
Emprunts auprès des banques	19 259	5 691	13 568	6 817	12 441
Concours bancaires courants ⁽³⁾	18 249	18 249			18 249
Autres dettes financières					0
Intérêts courus non échus	316	316		316	
Total	55 453	24 256	31 197	24 762	30 691

Dettes financières en K€	31/03/13	Courant	Non courant	Taux fixes	Taux variables
Emprunts obligataires ^{(1) (2)}	17 760	8 968	8 792	17 760	
Emprunts auprès des banques	22 623	577	22 046	5 415	17 208
Concours bancaires courants ⁽³⁾	11 545	11 545			11 545
Intérêts courus non échus	384	384		384	
Total Dettes financières	52 312	21 475	30 838	23 559	28 753

La structure de la dette financière a évolué entre les deux exercices suite à l'application du protocole d'accord avec les partenaires bancaires :

- Une partie des concours bancaires courants (environ 6 MEUR) a été reclassée en emprunts auprès des banques car leur apurement sera au-delà d'un an,
- Par ailleurs, la part courante des emprunts auprès des banques a diminué en raison du nouvel échelonnement (ne débutant qu'à partir d'avril 2015).

Dettes financières en K€	31/03/13				Souscrits en Euros	Souscrits en Dollar	Souscrits en Livres
		- 1an	1 à 5 ans	+ 5 ans			
Emprunts obligataires ^{(1) (2)}	17 760	8 968	8 792		17 760		
Emprunts auprès des banques	22 623	577	18 029	4 017	6 183	14 903	1 537
Concours bancaires courants ⁽³⁾	11 545	11 545			3 125	7 888	532
Intérêts courus non échus	384	384			384		
Total Dettes financières	52 312	21 474	26 821	4 017	27 452	22 791	2 069

⁽¹⁾ Le taux applicable aux autres emprunts obligataires (PREPS), dont l'échéance est passée à moins d'un an, est un taux fixe auquel une majoration déterminée en fonction des performances financières s'ajouterait éventuellement en cas de surperformance du groupe. Cf. *Evènements post-clôture sur le sort des PREPS 1 et 2*.

⁽²⁾ Le 22 septembre 2010, Cybergun SA a émis un emprunt obligataire dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Montant : 90 000 obligations émises au nominale de 100 euros, soit 9 MEUR
- Durée : 6 ans
- Taux fixe d'intérêt de 8%, coupon versé trimestriellement
- Possibilité d'un remboursement anticipé au pair des obligations à partir d'octobre 2011
- Obligations cotées sur NYSE Euronext Paris.

Les frais d'émission de l'emprunt obligataire se sont élevés à 417 KEUR, ces frais font l'objet d'un étalement sur la durée de l'emprunt.

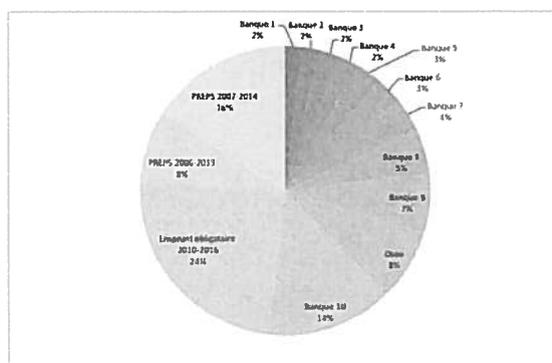
⁽³⁾ Les concours bancaires courants correspondent à :

- des lignes de découverts classiques révocables à 90 jours dans la zone Euro pour 1 MEUR
- des lignes de découvert hors zone Euro pour 5,3 MEUR
- la part à moins d'un an des lignes court terme confirmées par le protocole d'accord avec les banques (cf. *Note 1.1.2*)

Le groupe dispose au 31 mars 2013 de 4 MEUR de lignes de crédit court terme (découverts bancaires autorisés et non utilisés).

- Diversité des en-cours de financement

Au 31 mars 2013, le poids des encours auprès des principaux établissements de crédit et d'autres types de prêteurs est le suivant (en % du total des encours moyen terme) :



- Politique de financement et des besoins

Après la réduction des stocks et le désengagement des activités non stratégiques (dont les jeux vidéo) conformément aux engagements passés, pour les 12 prochains mois, le groupe poursuit sa restructuration financière (cf. événements post-clôture).

4.2. Provisions pour risques et charges

Provisions pour risque et charges en K€	31/03/13		31/03/12	
	Non courant	Courant	Non courant	Courant
Provisions pour risques	2 700			
Provisions garanties & SAV		11		19
Provision litige URSSAF			0	
Provisions pour pertes de change				
Provision pour impôt - contrôle fiscal				117
Indemnités de départ la retraite ⁽¹⁾	76		76	
Autres provisions pour risques et charges		129		1
Total Provisions pour risque et charges	2 776	140	76	137

⁽¹⁾ La provision constatée au 31 mars 2013 ne concerne que les seuls salariés français ; la valeur des droits relatifs aux salariés des sociétés étrangères a été estimée non significative.

La provision pour risques a vocation à couvrir les risques résiduels liés à l'activité jeux vidéo.

4.3. Fournisseurs et autres passifs courants

Autres passifs courants en K€	31/03/13	31/03/12
Fournisseurs	6 832	10 328
Total Fournisseurs	6 832	10 328
Avances et acomptes	41	327
Fournisseurs Immobilisation	0	952
Dettes sociales	992	1 078
Dettes fiscales	734	1 081
Créditeurs divers	1 510	1 048
Passif financiers dérivés	207	0
Total Autres passifs courants	10 317	14 814

L'ensemble des passifs courants a une échéance inférieure à un an.

4.4. Instruments dérivés

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire ses expositions aux risques de taux d'intérêt et de change.

Au 31 mars 2013, la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidée des instruments financiers dérivés est la suivante :

Instruments dérivés de taux

Date				Nominal au		Valeur de	
Valeur	Échéance	Description	Dévisé	31 mars 2012	Index de réf.	marché au	Elément couvert
						31/03/2013	
12/04/10	12/04/14	Achat de cap	USD	219 KEUR	Lib3M	0	Dettes Acquisition Spartan DK
30/09/10	30/09/15	Vente de Floor - Achat de collar n°3	USD	900 KEUR	Lib3M	-10	Dettes Acquisition Spartan DK
30/08/11	30/08/13	Swap Cap	USD	1 800 KEUR	Lib3M	-20	Dettes Acquisition I2G 3MUSD
27/10/11	31/12/16	Achat de cap- Achat de collar n°4	USD	1 950 KEUR	Lib3M	-29	Dettes Acquisition I2G 3MUSD
<i>Total instruments dérivés de taux</i>						<i>-58 KEUR</i>	

Instruments dérivés de change

Date						Valeur de	
Valeur	Échéance	Description	Dévisé	Nominal 1	Nominal 2	marché au	Elément couvert
						31/03/2012	
20/02/13	13/01/14	Swap de change - Achat/Vente	EUR/USD	3 000 KEUR	- 4 020 KUSD	-131	Actif net I2G
20/03/13	20/03/14	Swap de change - Achat/Vente	EUR/USD	1 539 KEUR	- 2 000 KUSD	-18	Actif net I2G
<i>Total instruments dérivés de change</i>						<i>-149 KEUR</i>	
Total instruments dérivés nets (Actif)						-207 KEUR	

Les valorisations utilisées sont celles fournies par les contreparties bancaires.

4.4.1 Instruments dérivés de taux

Les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie sont des swaps prêteurs taux variables – emprunteur taux fixes et des collars qui viennent fixer les coupons de dettes à taux variable.

Le montant inscrit directement dans les capitaux propres au titre des dérivés de taux en couverture de flux de trésorerie n'est pas significatif. L'inefficacité enregistrée sur ces relations de couverture est non significative.

Les flux contractuels associés aux swaps de taux sont payés de façon simultanée aux flux contractuels des emprunts à taux variables et le montant différé en autres éléments du résultat global est reconnu en résultat sur la période où le flux d'intérêt de la dette impacte le résultat.

4.4.2 Couverture d'investissement net à l'étranger

Les instruments financiers qualifiés de « couverture d'un investissement net » ont perdu de leur substance depuis la cession de l'entité I2G. Le maintien ou non de ces contrats sera revu au cours du prochain exercice.

5. NOTE SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. Secteurs opérationnels

Depuis le 1^{er} avril 2011, date d'intégration du Groupe I2G, Le Groupe Cybergun intervient sur deux secteurs d'activité : la distribution de jouets et répliques d'armes factices destinées au tir de loisirs ou sportif et aux collectionneurs et le secteur des jeux vidéo.

COMPTE DE RÉSULTAT en K€	Tir de loisirs	Jeux Vidéo	Cybergun	Tir de loisirs	Jeux Vidéo	Cybergun
	31/03/13	31/03/13	31/03/13	31/03/12	31/03/12	31/03/12
Chiffre d'affaires	67 445	2 096	69 541	81 357	3 347	84 704
Achats consommés	-45 486	-481	-45 967	-54 711	-832	-55 543
Marge brute	21 959	1 615	23 574	26 646	2 515	29 161
Autres produits de l'activité	1 265		1 265	1 207	25	1 232
Charges externes	-12 666	-1 215	-13 880	-14 893	-736	-15 629
Impôts taxes et versements assimilés	-212		-212	-425		-425
Charges de personnel	-8 504	-337	-8 841	-8 831	-170	-9 001
Dotations aux amortissements et provisions	-2 956	-4 912	-7 868	-1 990	-1 351	-3 341
Gains et pertes de change	164		164	469		469
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	-950	-4 849	-5 798	2 183	283	2 466
Autres produits et charges opérationnels	2 147	-2 657	-510	49	-20 284	-20 235
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	1 198	-7 506	-6 308	2 232	-20 001	-17 770
Produits/Pertes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-18		-18	38		38
Charge d'intérêts de l'emprunt obligataire	-1 171	-320	-1 491	-1 233	-320	-1 553
Coût de l'endettement court et moyen terme	-166	-1 159	-1 325	-462	-571	-1 033
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-1 355	-1 479	-2 834	-1 657	-891	-2 548
Autres produits et charges financiers	-252	-2 701	-2 953	-15	2	-13
Charge d'impôt	-519	23	-496	-1 475	-27	-1 502
Quote Part de résultat des sociétés mises en équivalence		-223	-223		-690	-690
RESULTAT NET	-929	-11 886	-12 814	-916	-21 606	-22 522

L'exercice clôturant au 31 mars 2013 marque la fin de l'activité jeux vidéo pour le groupe Cybergun.

En ce qui concerne les éléments au bilan, le groupe Cybergun n'est plus exposé qu'à hauteur de 1 MEUR pour des actifs nets résiduels liés à l'activité des jeux vidéo.

Répartition de l'activité par zone géographique :

Données par zone géographique en K€	France	Reste du monde	TOTAL
<i>Comptes annuels 31/03/2013</i>			
Immobilisations incorporelles nettes	3 680	712	4 392
Immobilisations corporelles nettes	1 165	1 344	2 509
Chiffre d'affaires (12 mois)	14 637	54 904	69 541
Résultat opérationnel courant hors change	-481	-5 481	-5 962
<i>Comptes annuels 31/03/2012</i>			
Immobilisations incorporelles nettes	3 449	9 052	12 501
Immobilisations corporelles nettes	1 259	1 906	3 165
Chiffre d'affaires (12 mois)	10 031	74 673	84 703
Résultat opérationnel courant hors change	383	1 613	1 996

5.2. Caractère saisonnier des activités du groupe

Le secteur du tir de loisirs ne présente qu'un faible caractère saisonnier.

5.3. Dotation aux amortissements et provisions

Dotations aux amort. et provisions en K€	31/03/13	31/03/12
Immobilisations incorporelles	5 748	1 595
Immobilisations corporelles	1 077	668
Dotations nettes aux provisions pour R&C	4	24
Dotations nettes aux provisions sur stock	390	546
Dotations nettes aux provisions de créances	649	508
Total DAP	7 868	3 341

5.4. Gains et pertes de change

Résultat de change en K€	31/03/13	31/03/12
Gains de change	3 171	3 508
Pertes de change	-2 836	-3 149
Total résultat de change	335	359
dont :		
Résultat de change en résultat opérationnel courant	164	469
Résultat de change en résultat financier	171	-110
Total résultat de change	335	359

5.5. Salaires et charges

Salaires et charges en K€	31/03/13	31/03/12
Salaires	7 034	7 258
Charges sociales	1 760	1 463
Avantages au personnel (plan d'actions gratuites)	46	281
Total charges de personnel	8 841	9 002
Provision engagements de retraite		24
Total coût du personnel	8 841	9 026

L'effectif employé comprend l'effectif salarié, c'est-à-dire l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunéré directement par le groupe et le personnel mis à disposition, personnel intérimaire et détaché ou prêté à l'entreprise, pour les entités consolidées par intégration globale.

Effectif moyen par catégorie	31/03/13	31/03/12
Employés	128	134
Cadres	27	31
Total effectif par catégorie	155	165

Effectif moyen par zone géographique	31/03/13	31/03/12
Effectif France	49	47
Effectif hors France	106	118
Total effectif par zone géographique	155	165

5.6. Autres produits et charges opérationnels

Les produits et charges opérationnels non récurrents s'analysent de la manière suivante :

Autre résultat opérationnel en K€	31/03/13	31/03/12
Dépréciation goodwill I2G		-15 984
Perte de valeur jeux vidéo		-3 485
Cession du jeu Blackwater		-930
Moins-value de cession groupe I2G	-2 244	
Plus-value de cession activité SMK	1 676	
Gain exceptionnel s/compt de prix	512	187
VNC des immo incorporelles		-39
VNC des immo corporelles	23	-1
Autres pdts et charges opérationnels	-477	17
Total Autre résultat opérationnel	-510	-20 235

5.7. Résultat financier

Résultat Financier en K€	31/03/13	31/03/12
Coût des emprunts obligataires	-1 491	-1 553
Coût de l'endettement court et moyen terme	-1 325	-1 033
<i>Coût de l'endettement financier brut</i>	<i>-2 816</i>	<i>-2 586</i>
Produits/Pertes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-18	38
Reprise prov. / Perte de valeur des placements de trésorerie		
<i>Coût de l'endettement financier net</i>	<i>-2 834</i>	<i>-2 548</i>
Gains et pertes de change	171	-110
Autres	-3 124	97
<i>Autres produits et charges financiers</i>	<i>-2 953</i>	<i>-13</i>
Total Résultat Financier	-5 787	-2 561

5.8. Charges d'impôts

Charge d'impôt sur le résultat en K€	31/03/13	31/03/12
Charge d'impôt exigible	503	1 278
Charge d'impôt différé	-6	224
Total Charge d'impôt	496	1 502

Rapprochement entre taux d'impôt effectif et taux d'impôt applicable en K€	31/03/13	31/03/12
Résultat de la période	-12 814	-22 522
Quote part des résultats des sociétés mises en équivalence	223	690
Dépréciation du Goodwill	-17 104	15 984
Charge d'impôt sur le résultat	496	1 502
Résultat avant impôt	-29 199	-4 347
<i>Taux d'impôt applicable à la Société</i>	<i>33,3%</i>	<i>33,3%</i>
Charge au taux d'impôt applicable à la Société	-9 732	-1 449
Impact des taux d'impôt des juridictions étrangères	944	442
Incidences différences permanentes	-546	-17
Effet du report variable	0	0
Déficit fiscal de l'année sans comptabilisation d'impôt différé	9 776	2 019
Utilisations des déficits antérieurs	-2	-14
Crédit d'impôts / Restitution d'impôts	0	0
Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises	56	80
Autres	0	441
Total Charge d'impôt	496	1 502

5.9. Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence

QP des MEE en K€	31/03/13	31/03/12
GRRL	-2	-396
SHANGHAI		-181
OW - WAR INC	-221	-110
Autres		-3
Total QP des sociétés MEE	-223	-690

6. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

6.1. Engagements hors bilan

6.1.1 Existence d'emprunts assortis de clause de covenants

Au 31 mars 2013, la société n'a pas d'emprunt moyen terme avec clause de covenants.

Par ailleurs, le groupe dispose, depuis mai 2012, d'un financement court terme avec l'établissement BB&T (voir Faits Marquants) pour lequel des covenants sont appliqués. L'un des covenants portant sur le niveau de dette des filiales américaines envers ses entités de référence a été momentanément non atteint au 31 mars 2013. Néanmoins, le retour au-dessus du seuil exigé par la banque est intervenu courant mai 2013 et n'a pas eu d'incidence sur le montant de la ligne ou le taux applicable.

6.1.2 Instruments de couverture

Les contrats de couverture au 31 mars 2013 font l'objet d'une comptabilité de couverture et sont décrits aux notes 1.11.4 et 4.4.

6.1.3 Droit individuel à la formation (DIF)

La loi 2004-391 du 4 mai 2004 reconnaît aux salariés un droit individuel à la formation. Au 31 mars 2013, ce passif éventuel non provisionné est constitué de 3 879 heures.

6.1.4 Autres engagements hors bilan

Engagements hors bilan en K€	31/03/13	31/03/12
Engagements donnés		
Nantissement du fonds de commerce	21 610	21 266
Encours du factoring déconsolidé	390	725
Engagements reçus		
Garantie OSEO	1 447	1 447

6.2. Parties liées

Relation avec la société Hobby Import

Dans le cadre des missions de conseil et de management qu'elle réalise, la société de droit belge Hobby Import, dont Monsieur Jérôme Marsac est gérant majoritaire, procède à une facturation à ses filiales. Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2013, ces prestations s'élèvent à 193 KEUR.

6.3. Rémunération globale des organes d'administration

La rémunération globale des organes d'administration de la société mère s'élève au 31 mars 2013 à 161 KEUR.

6.4. Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires des CAC en K€	31/03/13	31/03/12
Honoraires relatifs au contrôle légal :		
- DELOITTE & ASSOCIES	338	208
- ACOREX	60	96
Autres honoraires	57	0
Total Honoraires CAC	454	304

6.5. Distribution de dividendes

Il n'y a pas eu de distribution de dividendes sur l'exercice.

6.6. Evènements post-clôture

6.6.1 Réalisation d'une augmentation de capital : levée de 5,3 MEUR au cours du mois de juin 2013

La demande totale pour cette augmentation de capital s'est élevée à 5 431 910 EUR (5 599 907 actions), soit un taux de souscription de 118%. Les DPS ont été exercés à 70% et la clause d'extension a été exercée dans sa totalité.

Le montant final brut de l'opération s'élève à 5 273 947 EUR et se traduit par l'émission de 5 437 059 actions nouvelles au prix unitaire de 0,97 EUR.

Cette augmentation de capital marque une étape importante du programme de restructuration financière de Cybergun

6.6.2 Remboursement anticipé des emprunts obligataires PREPS à 65% de leur valeur nominale

Le groupe Cybergun a remboursé, au cours du mois de juin 2013, par anticipation, les échéances obligataires PREPS 1 (6 MEUR en juillet 2013) et PREPS 2 (3 MEUR en mars 2014) pour un montant total de 65% de leur valeur nominale, soit 5,9 MEUR.

CYBERGUN

Société Anonyme

5- 9 rue Henri Dunant
91070 BONDOUFLE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2013

ACOREX AUDIT
24, place Avenières
B.P. 40602
53006 LAVAL

DELOITTE & ASSOCIES
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

CYBERGUN

Société Anonyme
5- 9 rue Henri Dunant
91070 BONDOUFLE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CYBERGUN, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 1 de l'annexe aux comptes annuels expose la réalisation des différentes hypothèses ayant permis l'application du principe de continuité d'exploitation retenu par votre société. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies à ce titre dans l'annexe aux comptes annuels.
- L'évaluation des immobilisations financières est réalisée selon les règles et méthodes comptables décrites dans la note 1.3 « Immobilisations Financières » de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous vous signalons que le rapport de gestion ne comprend pas toutes les informations sociales et environnementales prévues par l'article L.225-102-1 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

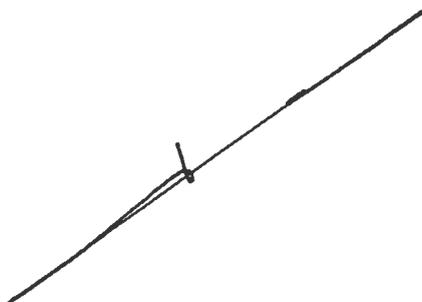
Laval et Neuilly-sur-Seine, le 7 août 2013

Les commissaires aux comptes

ACOREX AUDIT

DELOITTE & ASSOCIES

Jean-Claude BONNEAU

A handwritten signature consisting of a long, slightly curved horizontal line with a small vertical tick mark near the left end.

Vincent BLESTEL

A complex handwritten signature with multiple overlapping loops and a long horizontal tail extending to the right.

Bilan actif social

Actif en Euros	31/03/2013 12 mois			31/03/2012 12 mois
	Brut	Amort.prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (0)				
Actif immobilisé				
Frais d'établissement				
Recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires	5 203 999	1 787 438	3 416 561	3 445 313
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	9 248		9 248	45 479
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 938 664	1 144 328	794 336	886 925
Autres immobilisations corporelles	656 715	388 925	267 790	328 879
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	3 240		3 240	6 771
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	412 627		412 627	1 222 178
Créances rattachées à des participations	11 014 260	450 356	10 563 904	18 964 472
Autres titres immobilisés	3 000		3 000	3 000
Prêts	96 876		96 876	122 431
Autres immobilisations financières	341 704		341 704	391 132
TOTAL (I)	19 680 333	3 771 047	15 909 286	25 416 580
Actif circulant				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	6 649 331	503 126	6 146 205	8 075 416
Avances et acomptes versés sur commandes				
Clients et comptes rattachés	12 626 858	809 074	11 817 784	11 571 640
Autres créances				
. Fournisseurs débiteurs	23 640		23 640	
. Personnel	17 907		17 907	17 388
. Organismes sociaux				
. Etat, impôts sur les bénéfices	710 238		710 238	1 174 054
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	144 567		144 567	62 808
. Autres	14 088 859		14 088 859	14 879 964
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	1 157 021	940 754	216 267	1 613 096
Disponibilités	1 341 934		1 341 934	6 302 046
Instruments de trésorerie				
Charges constatées d'avance	168 833		168 833	141 206
TOTAL (II)	36 929 188	2 252 954	34 676 234	43 837 617
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	208 413		208 413	277 884
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)	980 009		980 009	813 190
TOTAL ACTIF (0 à V)	57 797 943	6 024 001	51 773 942	70 345 271

Passif en euros	31/03/2013 12 mois	31/03/2012 12 mois
Capitaux Propres		
Capital social ou individuel (dont versé : 1 550 642)	1 550 642	1 550 642
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	12 895 054	31 061 833
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	105 623	105 623
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 322 805	1 322 805
Report à nouveau	40 108	40 108
Résultat de l'exercice	-15 647 641	-18 166 779
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	266 590	15 914 231
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL (II)		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	1 148 817	711 430
Provisions pour charges	3 464 234	1 519 512
TOTAL (III)	4 613 051	2 230 942
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires	9 144 000	9 144 396
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
. Emprunts	16 243 573	18 454 967
. Découverts, concours bancaires	10 956 575	10 982 091
Emprunts et dettes financières diverses		
. Divers		
. Associés	1 585 852	79 965
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 501 915	8 815 149
Dettes fiscales et sociales		
. Personnel	282 260	550 500
. Organismes sociaux	351 036	347 023
. Etat, impôts sur les bénéfices		
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	284 726	242 551
. Etat, obligations cautionnées		
. Autres impôts, taxes et assimilés	94 773	169 181
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		50 000
Autres dettes	884 153	2 353 297
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	242 698	
TOTAL (IV)	45 571 561	51 189 120
Ecart de conversion passif(V)	1 322 739	1 010 978
TOTAL PASSIF (I à V)	51 773 942	70 345 271

Compte de résultat

Présenté en Euros

En euros	31/03/2013 12 mois			31/03/2012 12 mois	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises	8 926 804	29 886 770	38 813 574	43 500 739	-4 687 165	-10,77
Production vendue biens	-45 772	-4 176	-49 948		-49 948	100,00
Production vendue services	126 059	906 027	1 032 085	752 738	279 347	37,11
Chiffres d'affaires Nets	9 007 090	30 788 621	39 795 711	44 253 477	-4 457 766	-10,07
Production stockée				-37 825	37 825	-100,00
Production immobilisée				117 787	-117 787	-100,00
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			870 767	4 178 315	-3 307 548	-79,16
Autres produits			139 230	93 132	46 098	49,50
Total des produits d'exploitation (I)			40 805 708	48 604 886	-7 799 178	-16,05
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			28 318 246	36 162 796	-7 844 550	-21,69
Variation de stock (marchandises)			1 946 386	-2 548 190	4 494 576	-176,38
Achats de matières premières et autres approvisionnements			17 008	679 710	-662 702	-97,50
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			4 660 539	8 322 411	-3 661 872	-44,00
Impôts, taxes et versements assimilés			262 828	321 619	-58 791	-18,28
Salaires et traitements			1 963 786	2 315 777	-351 991	-15,20
Charges sociales			1 026 745	928 785	97 960	10,55
Dotations aux amortissements sur immobilisations			484 520	522 285	-37 765	-7,23
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant			624 745	637 585	-12 840	-2,01
Dotations aux provisions pour risques et charges			139 790	24 139	115 651	479,10
Autres charges			1 695 276	1 136 254	559 022	49,20
Total des charges d'exploitation (II)			41 139 870	48 503 171	-7 363 301	-15,18
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-334 161	101 715	-435 876	-428,53
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations			1 347 453	585 081	762 372	130,30
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés			81 329	683 430	-602 101	-88,10
Reprises sur provisions et transferts de charges			725 912	615 255	110 657	17,99
Différences positives de change			2 032 634	2 655 644	-623 010	-23,46
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement			2 035	164 809	-162 774	-98,77
Total des produits financiers (V)			4 189 362	4 704 220	-514 858	-10,94
Dotations financières aux amortissements et provisions			2 304 104	16 936 733	-14 632 629	-86,40
Intérêts et charges assimilées			11 898 965	1 559 996	10 338 969	662,76
Différences négatives de change			2 377 402	3 224 245	-846 843	-26,26
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement			47 256	117 406	-70 150	-59,75
Total des charges financières (VI)			16 627 726	21 838 381	-5 210 655	-23,86
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-12 438 364	-17 134 161	4 695 797	27,41
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			-12 772 525	-17 032 447	4 259 922	25,01

Compte de résultat (suite)

En euros	31/03/2013 12 mois	31/03/2012 12 mois	Variation	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 215	17 195	-13 980	-81,30
Produits exceptionnels sur opérations en capital	149 678	979	148 699	15188,87
Reprises sur provisions et transferts de charges	16 064 566		16 064 566	
Total des produits exceptionnels (VII)	16 217 459	18 174	16 199 285	89134,40%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	281 991	88 268	193 723	219,47
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	16 899 696	74 381	16 825 315	22620,45
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	2 061 339	1 326 467	734 872	55,40
Total des charges exceptionnelles (VIII)	19 243 026	1 489 116	17 753 910	1192,24
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-3 025 567	-1 470 942	-1 554 625	105,69
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	-150 451	-336 609	186 158	-55,30
Total des Produits (I+III+V+VII)	61 212 530	53 327 280	7 885 250	14,79
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	76 860 171	71 494 059	5 366 112	7,51
RESULTAT NET	-15 647 641	-18 166 779	2 519 138	-13,87
Dont Crédit-bail mobilier		5 922	-5922	-100
Dont Crédit-bail immobilier				

NOTES ANNEXES

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31 mars 2013 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31 mars 2012 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 51 773 942 €.

Le résultat net comptable est une perte de 15 647 641 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1 REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

L'hypothèse de continuité d'exploitation reposait sur la réalisation des hypothèses suivantes :

- Réalisation du budget d'exploitation et du plan de financement,
- Pour les jeux vidéo, un investissement limité à la finalisation des programmes en cours,
- L'aboutissement favorable des négociations avec les banques
- La mise en œuvre de solutions (projets en capital et/ou cession d'actifs) pour faire face aux échéances du PREPS.

Au vu de la réalisation de ces hypothèses , il est approprié d'appliquer le principe de continuité d'exploitation pour l'établissement des comptes .

1.1 Immobilisations incorporelles

Les droits d'enregistrement de marques, les inscriptions de marques payées à l'INPI, l'OMPI ou autres organismes assurent des protections pour 10 ans minimum. Ils sont ensuite renouvelés pour une durée de 10 ans. Ces investissements sont amortis sur 10 ans soit la durée de protection.

Les licences exclusives de reproduction sont dépréciées suivant la durée des contrats, selon le mode linéaire.

Ces licences sont analysées à chaque clôture des comptes en fonction des flux de chiffre d'affaires futurs estimés.

Lorsque des licences de marques sont louées en contrepartie d'une redevance annuelle, cette dernière est comptabilisée en charges sur la période.

Les logiciels sont dépréciés sur 1 an suivant le mode linéaire.

1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

La nature des immobilisations figurant à l'actif du bilan de l'entreprise ne justifie pas leur ventilation par composant.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Désignation	Durée d'amortissement	Mode d'amortissement
Installations techniques	5 ans	Linéaire
Moules	10 ans	Linéaire
Agencements	5 à 10 ans	Linéaire
Vitrines en dépôt	8 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	Linéaire / dégressif
Mobilier	5 ans	Linéaire

1.3 Immobilisations financières

1.3.1 Titres de participation

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour la valeur brute historique, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée à hauteur de la différence.

La valeur d'inventaire est déterminée par référence à la situation nette comptable et à la valeur d'utilité de la société.

Les frais d'acquisition des titres de participation sont comptabilisés en charges.

1.3.2 Autres immobilisations financières

Le risque de non recouvrement des dépôts et cautionnement est estimé à chaque arrêté et éventuellement provisionné.

Les prêts en devises étrangères sont réévalués au cours de clôture. La perte de change latente éventuelle est alors provisionnée.

1.4 Stocks

Les stocks de marchandises et d'accessoires sont évalués selon la méthode du coût d'achat moyen unitaire pondéré.

Les articles à rotation lente font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les stocks acquis en devises sont valorisés au cours du jour d'achat.

1.5 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur vénale est inférieure à leur valeur comptable.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'il apparaît une perte probable en respectant le principe de prudence. Les provisions pour dépréciation constatées sont individualisées et ne résultent pas d'une estimation globale.

1.6 Opérations en devises

Les créances, les dettes et les disponibilités en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en euro sur base du cours du jour de l'opération.

A la clôture de l'exercice, toutes les opérations figurant au bilan sont converties sur la base du taux de conversion à la date de l'arrêté des comptes, les différences de conversion sont inscrites à des comptes d'écart de conversion actif et passif.

Pour information, le cours de conversion du dollar utilisé au 31 mars 2013 est de 1,2805 contre 1,3356 au 31 mars 2012.

Les pertes latentes éventuellement constatées sur les créances et dettes en devises, options de change et contrats de couverture à terme de devises sont provisionnées. Toutefois, pour certaines créances et dettes libellées dans la même devise et lorsque les termes sont jugés suffisamment voisins, le montant de la dotation pour perte de change est limité à l'excédent des pertes sur les gains latents.

1.7 Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite envers un tiers, résultant d'événements passés, qui provoquera probablement ou certainement une sortie de ressources et dont l'évaluation peut être effectuée avec une fiabilité suffisante.

Les provisions comprennent notamment :

- des engagements de retraite et autres avantages,
- des pertes de change latentes,
- des litiges,
- des opérations financières présentant une valeur de marché négative (swap / futurs...).

1.8 Engagements de retraite et autres avantages accordés aux salariés des sociétés françaises

Les engagements en matière d'indemnité de départ en retraite sont pris en compte par des provisions pour retraite dans les sociétés du groupe.

Les provisions pour retraite ont été calculées en évaluant selon la méthode rétrospective ce que le Groupe devrait verser à ses salariés partant en retraite.

Les principales hypothèses retenues dans le calcul des engagements à la retraite sont les suivantes :

- obligations définies par les conventions collectives (convention 3130 Jeux, jouets et articles de fête) ;
- méthode prospective fondée sur les salaires et les droits de fin de carrière ;
- tables de mortalités ; (table de mortalité TD 2003-2005 qui différencie les hommes et les femmes) ;
- dates de départ à la retraite ; 65 ans ;
- taux de progression des salaires (1,50 %) ;
- taux de rotation du personnel en fonction de la tranche d'âge ; 7% l'an pour les moins de 30 ans ; 4% pour les 30/40 ans ; 2% pour les 40/50 ans et 1 % les plus de 50 ans ;
- taux d'actualisation annuel de 3,07% ;
- charges patronales : 45% pour les non-cadres et 50 % pour les cadres.

1.9 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites au bilan pour la valeur brute historique, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les valeurs mobilières de placement comprennent notamment les actions propres détenues par Cybergun ainsi que tout instrument de placement court terme de trésorerie.

Lorsque la valeur de marché des valeurs mobilières de placement est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée à hauteur de la différence.

1.10 Chiffre d'affaires

Le fait générateur de chiffre d'affaires par catégorie de transaction :

<u>Nature des transactions :</u>	<u>Fait générateur de chiffre d'affaires</u>
Ventes de marchandises	Livraison de bien
Transports sur ventes	Livraison de bien
Redevances de sous-licences	Encaissement de la redevance

1.11 Résultat exceptionnel

Les éléments exceptionnels sont les produits ou les charges résultant d'événements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires du groupe et qui ne sont pas, en conséquence, sensés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

1.12 Instruments dérivés

Le Groupe utilise divers instruments financiers afin de réduire son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt. Certaines opérations conformes à la politique de gestion des risques de taux et de change de la société ne répondant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont comptabilisées comme des instruments à des fins de transaction et les pertes latentes résultantes sont provisionnées.

Pour Cybergun, les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon deux types de relations de couverture : de flux de trésorerie ou d'investissement net dans une activité à l'étranger :

- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple une vente ou un achat attendu) et qui affecterait le résultat net présenté ;
- La couverture d'un investissement net à l'étranger couvre l'exposition au risque de change de l'actif net (y compris les prêts considérés comme faisant partie de l'investissement) de l'activité à l'étranger.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme, d'un flux de trésorerie ou d'un investissement net à l'étranger est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine puis par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

2 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

2.1 Renégociation dettes financières

Cybergun a trouvé un accord avec ses partenaires bancaires, en date du 28 mars 2013, afin d'assurer la pérennité du Groupe. Il repose sur la restructuration de la dette bancaire de Cybergun SA, d'un montant de 34,6 MEUR, qui constitue l'essentiel de sa dette financière, le solde étant constitué d'emprunts obligataires privés et grand public.

La signature de ce protocole, dont l'homologation est intervenue au cours du mois d'avril, permet de sécuriser les ressources financières du Groupe en étalant les amortissements sur 6 ans et 3 mois. Il se traduit par :

- la confirmation des lignes court terme (14,8 MEUR) via leur apurement progressif sur 27 mois à partir d'avril 2013, avec dans un premier temps une franchise d'amortissement sur 3 mois, puis un amortissement linéaire sur les 24 mois suivants, de juillet 2013 à juin 2015 ;
- et par l'échelonnement sur 75 mois (d'avril 2013 à juin 2019) du remboursement de la dette moyen et long terme (14,2 MEUR), avec dans un premier temps une franchise d'amortissements sur 24 mois, puis un amortissement linéaire sur les 51 mois suivants d'avril 2015 à juin 2019.

2.2 Cession de la filiale I2G

La cession de la filiale I2G marque l'arrêt définitif de la branche Jeux Vidéo. La société a été reprise par un manager de Cybergun via une opération de MBO (Management Buy-Out). Une clause de retour à meilleure fortune permettrait de percevoir jusqu'à 6,3 MUSD (4,9 MEUR) de royalties.

2.3 Dotation exceptionnelle d'une provision pour perte dans la sous-filiale Tech Group Hong Kong.

L'activité paintball engagée par Cybergun en 2008 au travers de sa sous-filiale Cybergun Hong Kong se montrant également décevante, la direction a décidé de compléter de 1,3 MEUR la provision sur la situation nette négative de Tech Group Honk Kong pour la porter à 3,4 MEUR.

3 NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 Immobilisations brutes

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Actif immobilisé valeurs brutes	31/03/12	Aug.	Diminution	31/03/13
Immobilisations incorporelles	5 120 206	129 272	36 231	5 213 247
Immobilisations corporelles	2 597 944	103 585	102 910	2 598 619
Immobilisations financières	36 651 162	1 921 026	26 703 721	11 868 467
TOTAL	44 369 312	2 153 883	26 842 862	19 680 333

3.2 Amortissements et provisions d'actif

Amortissements et provisions	31/03/2012	Aug.	Diminution	31/03/2013
Immobilisations incorporelles	1 629 414	158 024		1 787 438
Immobilisations corporelles	1 375 370	257 025	99 142	1 533 253
Immobilisations financières	15 947 949	450 356	15 947 949	450 356
TOTAL	18 952 733	865 405	16 047 091	3 771 047

3.3 Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant brut	Amortis.	Valeur nette	Mode/Durée
Logiciels	95 318	79 901	15 417	Linéaire 1 an
Licences et marques	5 108 682	1 707 537	3 401 145	Linéaire 10 à 30 ans
Autres immo.incorporelles	9 248	0	9 248	Non amortissable
Installations techniques	113 281	91 901	21 380	Linéaire 5 ans
Moules	1 825 383	1 052 428	772 955	Linéaire 10 ans
Agencements	293 118	98 205	194 913	Linéaire 5 à 10 ans
Installation vidéo-surveillance	36 193	11 404	24 789	Linéaire 8 ans
Vitrines en dépôts	47 274	47 274	0	Linéaire 8 ans
Mat. de transport	90 584	66 373	24 211	Linéaire 3 à 5 ans
Mat. de bureau et informatique	178 077	157 717	20 360	Linéaire/dégressif 3 à 5 ans
Mobilier	11 469	7 951	3 518	Linéaire 5 ans
Acompte versé s/ immo. corporelles	3 240	0	3 240	Non amortissable
Acompte versé s/ immo. incorporelles	0	0	0	Non amortissable
TOTAL	7 811 867	3 320 691	4 491 176	

3.4 Etat des créances

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	11 014 260	2 612 246	8 402 014
Prêts accordés au personnel	96 876	96 876	
Dépôts et cautionnements	341 704		341 704
<i>Sous-total créances immobilisées</i>	<i>11 452 840</i>	<i>2 709 122</i>	<i>8 743 718</i>
Clients douteux	560 461	560 461	
Autres créances clients	12 066 397	12 066 397	
Personnel et comptes rattachés	17 907	17 907	
Etat - impôt s/ les bénéfices	692 331	692 331	
Etat - taxe s/ la valeur ajoutée	144 567	144 567	
Groupe et associés	13 689 287	13 689 287	
Débiteurs divers	441 120	441 120	
Charges constatées d'avance	168 833	168 833	
<i>Sous-total créances de l'actif circulant</i>	<i>27 780 903</i>	<i>27 780 903</i>	<i>0</i>
Total	39 233 743	30 490 025	8 743 718

3.5 Provisions pour dépréciation de l'actif circulant

Nature des provisions	au 31/03/2012	Augmentation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	au 31/03/2013
Stock et en-cours	520 302	0	17 176		503 126
Créances clients	467 645	624 745	283 317		809 073
Valeur mobilières de placement	129 854	813 108	2 208		940 754
<i>TOTAL</i>	<i>1 117 801</i>	<i>1 437 853</i>	<i>302 701</i>	<i>-</i>	<i>2 252 953</i>

3.6 Produits à recevoir par postes du bilan

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	348 230
Clients et comptes rattachés	669 626
Autres créances	23 640
Organismes sociaux	
Disponibilités	0
TOTAL	1 041 496

3.7 Valeurs mobilières de placement

Titres	31/03/2013				31/03/2012			
	Quantité	Coût historique	Valeur d'inventaire	Plus ou moins-values	Quantité	Coût historique	Valeur d'inventaire	Plus ou moins-values
Actions propres	173 891	1 157 018	156 502	-1 000 516	226 764	1 532 264	1 310 696	-221 568
SICAV		3	4	1		3	4	1
Obligations cotées						198 570	229 337	30 767
Obligations - Coupons courus						12 112	15 523	3 411
TOTAL		1 157 021	156 506	-1 000 515		1 742 949	1 555 560	-187 389

3.8 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance pour 168 833 euros ne sont composées que de charges d'exploitation dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

3.9 Charges à répartir

Nature	Durée amortissement étalement	31/03/2012	Augmentation	Diminution	31/03/2013
Frais d'émission emprunt obligataire	6	277 884	0	69 471	208 413
TOTAL		277 884	-	69 471	208 413

4 NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 Capital social

Mouvements des titres	Total Nbre d'actions	Capital social
Titres en début d'exercice	4 727 877	1 550 642 €
Augmentation de capital - paiement dividende en act°		
Augmentation de capital - apport en nature titres		
Augmentation de capital - apport en numéraire		
Augmentation de capital - compensation de créances		
<i>Total</i>	<i>4 727 877</i>	<i>1 550 641 €</i>

4.2 Variations des capitaux propres

	Solde au 31/03/2012 avant affectation	Variation	Affectat° résultat	Distribut° dividendes	Résultat de l'exercice	Solde au 31/03/2013 avant affectation
Capital	1 550 642					1 550 642
Prime d'émission	31 061 833		-18 166 779			12 895 054
Réserve légale	105 623					105 623
Autres réserves	1 322 805					1 322 805
Report à nouveau	40 108					40 108
Résultat N-1	-18 166 779		18 166 779			0
Résultat de l'exercice	0				-15 647 641	-15 647 641
<i>Total capitaux propres</i>	<i>15 914 231</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-15 647 641</i>	<i>266 590</i>

4.3 Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	31/03/12	Aug.	Reprise utilisées	Reprise non utilisées	31/03/13
Prov. SAV	19 338	11 290	19 338	0	11 290
Prov. pour perte de change - (cf note 1.6)	667 906	867 087	723 704	0	811 289
Prov. pour perte sur instrument de couverture	24 186	173 553	0	0	197 739
Prov. pour départ à la retraite - (cf note 1.8)	76 495	0	0	0	76 495
Prov. pour impôt ⁽¹⁾	116 617	0	116 617	0	0
Autre provision pour risques et charges ⁽²⁾	1 326 400	2 189 839	0	0	3 516 239
TOTAL	2 230 942	3 241 769	859 659	0	4 613 052

⁽¹⁾ La reprise de provision pour impôt se rapporte à un rappel d'impôt sur les sociétés notifié suite à un contrôle fiscal au cours de l'exercice N-2.

⁽²⁾ Compte-tenu de la situation nette négative de la sous-filiale Tech Group Hong Kong, une provision pour risque a été constatée afin de couvrir un éventuel abandon de créance cf note.2.3. Et une provision pour litige salarial.

4.4 Etat des dettes

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Découvert bancaire et avance en devises	10 956 575	3 762 678	7 193 896	
Emprunt obligataire ⁽¹⁾	9 144 000	144 000	9 000 000	
Emprunts bancaires	16 243 574	1 391 251	10 835 794	4 016 529
Fournisseurs	5 501 915	5 501 915		
Dettes fiscales & sociales	1 012 794	1 012 794		
Comptes-courants des sociétés du Groupe	1 585 852	1 585 852		
Autres dettes	884 153	884 153		
Produits constatés d'avance	242 698	242 698		
TOTAL	45 571 561	14 525 341	27 029 690	4 016 529

⁽¹⁾ dont intérêts courus non échus : 144 000 EUR

L'échéance des dettes tient compte du protocole bancaire signé le 28 mars 2013.

4.5 Dettes auprès des établissements de crédit

	au 31/03/2012	Augmentation	Remboursements	au 31/03/2013
Emprunts bancaires LMT	18 400 526	740 608	3 168 173	15 972 961
Intérêts courus	54 441	74 850	55 441	73 850
TOTAL	18 454 967	815 458	3 223 614	16 046 811

4.6 Dettes représentées par des effets de commerce

Origine des effets de commerce	Montant
Dettes financières	0
Fournisseurs et assimilés	3 106 541
Autres dettes	0
<i>TOTAL</i>	<i>3 106 541</i>

Les effets de commerce concernent essentiellement des crédits documentaires.

4.7 Charges à payer par postes du bilan

Charges à payer	Montant
Emp.& dettes financières div.	267 447
Fournisseurs	709 659
Dettes fiscales & sociales	517 250
Autres dettes	862 242
<i>TOTAL</i>	<i>2 356 598</i>

5 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1 Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT 31/03/2013	Montant HT 31/03/2012
Vente de marchandises hors Union Européenne	22 903 161	23 841 642
Vente de marchandises France	8 881 031	10 030 611
Vente de marchandises Union Européenne	6 979 434	9 628 488
Redevances sous-licences	276 065	22 836
Prestations de services Export	552 686	714 855
Prestations de services France	4 323	
Autres activités annexes France	121 736	
Autres activités annexes Export	77 276	15 046
TOTAL	39 795 711	44 253 477

5.2 Résultat d'exploitation

5.2.1 Reprises de provisions et transferts de charges d'exploitation

Reprises provision pour risques et charges	19 338
Reprises provision dépréciation des stocks	17 176
Reprises provision pour clients douteux	283 317
Transferts de charges d'exploitation - divers	-41 958
Transferts de charges d'exploitation - refacturation honoraires aux filiales	592 895
TOTAL	870 767

5.2.2 *Autres achats et charges externes*

Nature des charges	31/03/2013	31/03/2012
Achats consommables	81 763	
Achat prestations jeux vidéos	0	3 102 604
Sous-traitance	99 688	200 021
Location du matériel	44 553	44 699
Location et charges immobilières	256 848	325 627
Entretien du matériel	62 358	113 799
Assurances	165 247	179 890
Frais d'études et de recherches	69 328	69 335
Personnel intérimaire	56 224	84 976
Commissions versées	240 237	223 782
Honoraires	1 965 611	1 580 337
Frais de publicité et de communication financière	488 578	934 458
Frais de transport et de déplacements	798 478	1 069 995
Frais de télécommunications	124 277	140 975
Services bancaires et divers	207 348	251 914
<i>Total</i>	<i>4 660 539</i>	<i>8 322 411</i>

5.2.3 *Autres charges*

Natures des charges	31/03/2013	31/03/2012
Redevances licences marques	800 595	851 372
Pertes sur créances irrécouvrables	646 169	8 163
Jetons de présence	90 200	30 000
Charges diverses de gestion courante	158 312	246 719
<i>Total</i>	<i>1 695 276</i>	<i>1 136 254</i>

5.3 *Résultat financier*

Composantes du résultat financier	31/03/2013	31/03/2012
Dotat° prov. Déprec.des immo.financières	-450 356	-15 947 949
Résultat de change	-488 150	-814 628
Gain/perte sur instruments de couverture	-187 095	-49 911
Résultat de cession des V.M.P.	-45 131	47 403
Provision pour dépréciation des VMP	-810 900	-104 112
Revenus des VMP	14 707	
Intérêts emprunt obligataire	-719 604	-720 396
Intérêts des financements bancaires (court ou moyen/long terme)	-869 313	-803 062
Charges financières diverses	-11 241	-10 017
Pertes sur créances liées à des participations	-10 285 264	
Autres produits financiers (intérêts des créances commerciales, des c/c Groupe)	66 622	683 430
Produits financiers relatifs aux prêts consentis aux filiales	1 347 363	585 081
<i>Total</i>	<i>-12 438 364</i>	<i>-17 134 161</i>

5.4 Perte de change

Le solde net des gains et des pertes de change s'établit comme suit :

	Résultat réalisé au 31/03/2013	Résultat réalisé au 31/03/2012
Gains de change	2 032 634	2 655 644
Pertes de change	-2 377 402	-3 224 245
Reprise provision perte de change	723 704	380 623
Dotation provision perte de change	-867 087	-626 650
<i>Total</i>	<i>-488 150</i>	<i>-814 628</i>

5.5 Résultat exceptionnel

	31/03/2013	31/03/2012
Pénalités, amendes	-281 991	-4 255
Mal/Boni sur actions propres attribuées au personnel	-142 196	-73 357
Produits de cession immobilisations	149 678	
VNC immo.financières	-16 757 500	
Dotation aux provisions exceptionnelles ⁽¹⁾	-2 061 339	-1 326 400
Reprise provisions exceptionnelles	16 064 566	
Divers	3 215	-66 929
<i>Total</i>	<i>-3 025 567</i>	<i>-1 470 942</i>

⁽¹⁾ cf note 4.3 – à concurrence de la situation nette négative de la sous-filiale Tech Group Hong Kong.

5.6 Ventilation de l'impôt

Niveau de résultat	Avant impôt	Base Imp.	Impôt	Après impôt
Résultat d'exploitation	-334 161	269 988	0	-334 161
Résultat financier	-12 438 364	-12 068 861	0	-12 438 364
Résultat exceptionnel	-3 025 567	-16 981 938	0	-3 025 567
Impôt sur les sociétés imputés s/ prime émission			0	0
Crédit d'impôt recherche et export			-150 451	150 451
Déficit reporté en arrière			0	0
<i>TOTAL</i>	<i>-15 798 092</i>	<i>-28 780 811</i>	<i>-150 451</i>	<i>-15 647 641</i>

5.7 *Accroissements et allègements de la dette future d'impôts*

	Assiette	taux	Impôts
Allègements			
Provision C3S	42 504	33,33%	14 166
Provision Effort Construction	10 832	33,33%	3 610
Engagement retraite	76 495	33,33%	25 496
Ecart de conversion passif	1 322 739	33,33%	440 869
<i>TOTAL</i>	<i>1 452 570</i>		<i>484 142</i>

	Assiette	taux	Impôts
Accroissements			
Ecart de conversion actif	980 009	33,33%	326 637
<i>TOTAL</i>	<i>980 009</i>		<i>326 637</i>

6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 *Effectif moyen*

Catégories de salariés	31/03/2013	31/03/2012
Cadres	21	15
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	26	32
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
<i>Total</i>	<i>47</i>	<i>47</i>

6.2 *Ecart de conversion*

	Ecart actif	Ecart passif
Diminution des créances clients	2 453	
Diminution des prêts accordés aux filiales	17 614	
Diminution des comptes-courants des filiales	2 907	
Augmentation des dettes fournisseurs	90 096	
Augmentation des dettes financières	866 939	
Augmentation des créances clients		179 105
Augmentation des prêts accordés aux filiales		634 026
Augmentation des comptes-courant des filiales		383 395
Dim. des dettes fournisseurs		35 051
Dim. des dettes financières		91 162
<i>Total écart de conversion</i>	<i>980 009</i>	<i>1 322 739</i>

6.3 Indemnités de fin de carrière

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite se chiffrent à 76 495 EUR au 31 mars 2013.

Ils sont comptabilisés en provision pour risques et charges, charges sociales incluses.

6.4 Droits individuels à la formation (DIF)

La loi 2004-391 du 4-5-2004 reconnaît aux salariés un droit individuel à la formation (DIF). Au 31 mars 2013, les salariés de la société ont acquis 3 879 heures au titre du DIF.

6.5 Plan de Stock Options

Le conseil d'administration du 8 septembre 2011, sous réserve d'une prochaine approbation par l'assemblée générale, a émis le principe d'un plan d'émission de 130 000 options de souscription d'actions, destinées à tous les collaborateurs du groupe, et permettant de souscrire des actions au prix unitaires de 10,50 EUR.

6.6 Rémunération des dirigeants

La rémunération globale des organes d'administration s'élève à 161 KEUR.

6.7 Eléments concernant les entreprises liées et les participations

<i>RUBRIQUE</i>	Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	Entreprises liées
Actif immobilisé		
Participations	25 049	387 578
Créances rattachées à des participations		11 014 260
Autres immobilisations corporelles		
Actif circulant		
Créances clients et comptes rattachées	1 124	8 050 777
Autres créances		13 694 920
Dettes		
Dettes financières diverses		1 583 678
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		325 102
Autres dettes		477 087
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0
Compte de résultat		
Produits de participations		1 347 363
Autres produits financiers		48 907
Charges financières		
Autres produits exceptionnels		
Charges constatées d'avance		0

Les entreprises liées sont celles qui appartiennent au Groupe dont Cybergun SA est l'entité consolidante. Il s'agit des sociétés, Softair USA, Cybergun USA, Asgun, Cybergun International, Palco Marketing, Tech Group HK, Tech Group UK, Tech Group US, SPARTAN IMPORTS US, Cybergun Italie, I2G et B4S.

les société Freiburghaus et cybergun russia sont comprise dans la rubrique « *Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation* ».

6.9 Engagements donnés

6.9.1 Effets escomptés non échus

Au 31 mars 2013, le montant d'effets escomptés « valeur » s'élève à 1 013 527 euros.

6.9.2 Instruments de couverture

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire ses expositions aux risques de taux d'intérêt et de change.

Au 31 mars 2013, la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidée des instruments financiers dérivés est la suivante :

Instruments de taux							KEUR	
Date	Valeur	Échéance	Description	Devise	Nominal	Index de réf.	Valeur de marché au 31/03/2013	Elément couvert
12/04/10		12/04/14	Achats de cap	USD	219 Keur	Lib3M	0	Dettes acquisition Spartan DK
30/09/10		30/09/15	vente de floor. Achats de collar n°3	USD	900 Keur	Lib3M	-10	Dettes acquisition Spartan DK
30/08/11		30/08/13	Swap cap	USD	1800 Keur	Lib3M	-20	Dettes acquisition I2G 3Musd
27/10/11		31/12/16	Achats de cap. Achat de collar n°4	USD	1950 Keur	Lib3M	-28	Dettes acquisition I2G 3Musd
Total instruments dérivés de taux							-58	Keur

Instruments de change							Valeur de marché au 31/03/2013	
Date	Valeur	Échéance	Description	Devises	Nominal 1	Nominal 2	Valeur de marché au 31/03/2013	Elément couvert
20/02/13		13/01/14	Swap de change - Achat/Vente	EUR/USD	3 000 KEUR	- 4 020 KUSD	-131	Actif net I2G
20/03/13		20/03/14	Swap de change - Achat/Vente	EUR/USD	1 539 KEUR	- 2 000 KUSD	-18	Actif net I2G
Total instruments dérivés de change							-149	KEUR
Total Instruments dérivés nets (Actif)							-207	KEUR

6.10 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de la société, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le calcul du résultat dilué par action tient compte le cas échéant, des conséquences qu'aurait eu l'ensemble des instruments dilutifs sur le calcul du résultat de la période et sur celui du nombre d'actions. Les BSA émis sur la période ainsi que les stocks options sont notamment considérés comme étant intégralement convertis en actions à l'échéance, ce qui entraîne un effet dilutif sur le résultat par action.

	31 mars 2013	31 mars 2012
Résultat par action (€)	-3,310	-4,013
Résultat dilué par action (€)	-3,192	-3,961

7 EVENEMENTS POST CLOTURE

7.1 Augmentation capital

Cybergun a réalisé une augmentation de capital de 5,3 MEUR en mai 2013, permettant de consolider ses fonds propres et de faire entrer de nouveaux actionnaires pour accompagner la stratégie de développement sur le long terme. L'opération a été réussie, avec un taux de souscription de 118%.

DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

7.2 Produits à recevoir

Produits à recevoir s/ prêts Groupe	
Groupe - intérêts courus s/ prêts	348 230
total	348 230

Produits à recevoir s/ fournisseurs et comptes rattachés	
Fournisseurs - avoirs à recevoir	23 640
total	23 640

Produits à recevoir s/ clients et comptes rattachés	
Clients - factures à établir	117 756
Groupe - factures à établir	551 870
total	669 626

Produits à recevoir s/ Etat	
Etat - produits à recevoir	-
total	-

Produits à recevoir s/ autres débiteurs	
Divers - produits à recevoir	-
total	-

Produits à recevoir s/ VMP - coupons courus	
	-
total	-

7.3 Charges à payer

Emprunts & dettes auprès des étbls de crédit	
Intérêts courus s/ emprunt obligataire	144 000
Intérêts courus s/ prêts LMT	74 850
Intérêts courus à payer s/ concours bancaires	48 597
total	267 447

Dettes fournisseurs et cptes rattachés	
Fourn.- fact. non parvenues	564 115
Groupe - fact.non parvenues	145 544
total	709 659

Dettes fiscales et sociales	
Dettes prov. pour congés à payer	169 622
Dettes rtt	1 552
Personnel - autres charges À payer	94 438
Prov / attrib actions gratuites	7 072
Charges s/conges payés	78 808
Charges sur rtt	754
Org.sociaux charges à payer	70 231
Etat - charges à payer	11 862
Prov. taxe d'apprentissage	3 238
Prov. form. profess. continue	7 618
Prov. effort construction	10 832
Prov. C3S	42 504
Prov. médecine du travail	1 622
Prov. taxe foncière	17 097
total	517 250

Autres dettes	
Divers - charges à payer	125 524
Charges à payer sur licences	259 631
Groupe - avoirs à établir	477 087
total	862 242

7.4 Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	
Charges diverses d'exploitation	168 833
total	168 833

CYBERGUN

Société Anonyme

5- 9 rue Henri Dunant

91070 BONDOUFLE

**Rapport des Commissaires aux Comptes
établi en application de l'article L. 225-235 du Code de
commerce, sur le rapport du Président du Conseil
d'administration**

Exercice clos le 31 mars 2013

DELOITTE & ASSOCIES
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

ACOREX AUDIT
24, place Avenières
B.P. 40602
53006 LAVAL

CYBERGUN

Société Anonyme

5- 9 rue Henri Dunant
91070 BONDOUFLE

**Rapport des Commissaires aux Comptes établi
en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce
sur le rapport du Président du Conseil d'administration**

Exercice clos le 31 mars 2013

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Cybergun et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 mars 2013.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président.

Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Le rapport du président indique dans son paragraphe 3 « CONTROLE INTERNE » que les états financiers consolidés ont été affectés par une correction d'erreur relative à une réduction de valeur de stocks aux USA pour 0,6 million d'euro après impôts et qu'en conséquence le conseil a décidé de renforcer son contrôle sur les inventaires en effectuant des sondages réguliers et en renforçant les équipes locales d'inventaristes.

Il ne précise toutefois pas la nature et l'importance des faits ayant conduit à cette correction. Nous estimons par ailleurs que ces faits sont révélateurs de faiblesses significatives dans le contrôle interne.

Par ailleurs, le rapport du Président ne précise pas les faiblesses de contrôle interne ayant conduit à constater des pertes complémentaires sur l'activité jeux vidéo.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Neuilly-sur-Seine et Laval, le 7 août 2013

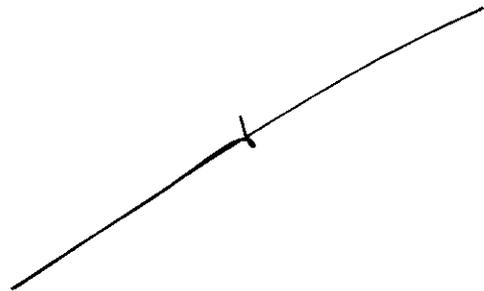
Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés

A complex, cursive handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Vincent BLESTEL

Acorex Audit

A simple, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a single long diagonal stroke with a small vertical tick mark near the middle.

Jean-Claude BONNEAU

CYBERGUN sa

Rapport du Président du Conseil d'administration sur la composition du conseil, les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil, et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société

Le présent rapport a été approuvé par le conseil d'administration du 2 août 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225.37 du Code du commerce, l'objet de ce rapport est de vous rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que des procédures de contrôle interne au titre de l'exercice clos le 31 mars 2013. Il présente de plus la position du Conseil d'Administration par référence aux recommandations AFEP-MEDEF « Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées » AFEP- MEDEF de décembre 2008 disponible sur le site : <http://www.code-afep-medef.com>.

Les Commissaires aux Comptes vous présenteront, par ailleurs, un rapport joint à leur rapport général présentant leurs observations sur les procédures de contrôle interne présentées ci-après qui sont relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. L'objectif de ce rapport est de permettre à ses lecteurs de « connaître les processus et les méthodes de travail ainsi que la répartition des pouvoirs des organes dirigeants qui conduisent aux décisions par ces derniers » (exposé des motifs de la loi de sécurité financière).

Pour l'exercice 2012/2013, la société a poursuivi les actions permettant un rapprochement progressif de son contrôle interne vers le cadre proposé par l'AMF dans sa recommandation du 22 juillet 2010 et adapté à la taille de la Société avec le « Guide de mise en œuvre du cadre de référence des valeurs moyennes et petites » dit code Middlednext.

Le Groupe entend poursuivre cette évolution sur les exercices suivants jusqu'à être en totale cohérence avec le référentiel précité. Le rapport couvre la société-mère Cybergun sa ainsi que l'ensemble des filiales consolidées.

1- CONFORMITE AUX RECOMMANDATIONS DU CODE AFEP-MEDEF DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE DES SOCIETES COTEES DE DECEMBRE 2008.

La société applique les recommandations qui constituent le Code de gouvernement d'entreprise de l'AFEP-MEDEF (décembre 2008) la concernant.

Ainsi les dispositions suivantes de ce Code ont été écartées

La représentation de catégories spécifiques : non appliquée / non applicable

L'évaluation du conseil d'administration : non appliqué

Les comités du conseil : non appliqué

Le comité des comptes : non appliqué

Le comité de sélection ou des nominations : non appliqué

Le comité des rémunérations : non appliqué

Options d'actions (Stock options) et actions de performance : non appliquée / non applicable

Indemnités de départ: non appliqué/ non applicable

Régimes de retraite supplémentaires: non appliqué/ non applicable

1.1 Rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux

Le Conseil d'Administration respecte, en matière de Rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux, les recommandations du Code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise.

1.2 Contrats de travail bénéficiant aux dirigeants mandataires sociaux

Le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général ne bénéficient pas d'un contrat de travail.

1.3 Options d'actions (Stock options), actions gratuites

Le Conseil d'Administration entend respecter, en cas d'attribution future d'options d'actions ou d'actions gratuites, les recommandations du Code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise, et en particulier les suivantes :

- Conditions de performance,
- Mise en place d'un dispositif d'association de ses salariés aux performances, soit par une large répartition des stock-options ou des actions gratuites.
- Pas d'attribution à un mandataire lors de son départ,
- Attribution pour des quantités proportionnées,
- Respect d'une même période calendaire d'attribution, d'année en année, entre l'arrêté des comptes annuels et l'assemblée générale les approuvant.

1.4 Indemnités de départ, régimes de retraite supplémentaires

Aucun mandataire social ne bénéficie de régimes de retraite supplémentaire spécifique.

2- CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2.1 Le conseil d'Administration et la Stratégie

Conformément aux dispositions statutaires la société est administrée par un conseil d'administration composé de trois à dix-huit membres.

Au 31 Mars 2013, l'administration de la société est confiée à un conseil d'administration de 4 membres dont deux sont considérés comme indépendant.

Le mandat des administrateurs est de 6 années. Il prend fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Conformément aux décisions du conseil d'administration du 11 janvier 2005, Monsieur Jérôme MARSAC Président du conseil d'administration ne cumule pas cette fonction avec celle de Directeur Général.

Conformément à l'article 10 des statuts, le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires. Il se saisit de toutes questions intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il procède à un examen détaillé de la marche des affaires : évolution des ventes, des achats, des marges ainsi que des dettes et créances et de la situation financière.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportun.

Pour plus d'information se reporter au document REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION consultable au siège social de la société.

2.2 Composition du Conseil

Administrateurs indépendants

Préalablement à l'exposé de ces conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration, je vous rappelle que le Conseil d'Administration comprend deux membres indépendants (2 sur 4), selon la définition reprise par le Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP-MEDED de décembre 2008*. Le pourcentage d'administrateurs indépendants est de 50%, et donc supérieur au tiers, ratio préconisé par le Code de Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP-MEDED de décembre 2008.

- : *A savoir, une personne qui « n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, son groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement ».*

Sur la base des critères retenus sont qualifiées d'administrateurs indépendants les personnes suivantes

Monsieur Olivier AVRIL
Monsieur Eric GRUAU

À ce jour le Conseil est composé par :

Monsieur Jérôme MARSAC, Président,

Monsieur Thierry LEVANTAL, administrateur

Monsieur Eric GRUAU administrateur indépendant

Monsieur Olivier AVRIL administrateur indépendant

Les administrateurs possèdent chacun des actions de l'entreprise.

Les autres mandats ou fonctions exercées par les membres du Conseil d'Administration

Monsieur Jérôme MARSAC, Président, détient les mandats suivants :

- Président de la S.A CYBERGUN, 9/11 rue Henri Dunant, 91070 BONDOUFLE
- Gérant de la Sarl MICROTRADE, 3 rue des Foyers, 1-1537 Luxembourg
- Gérant de la Sarl JUILLARD, 9-11 rue Henri-Dunant, 91070 Bondoufle
- Gérant de la société ASGUN
- Directeur de la société CYBERGUN HONG KONG
- Administrateur de la société CYBERGUN INTERNATIONAL
- Chairman of the board et Chief Executive Officer de la société PALCO
- Administrateur délégué de de la sa HOBBY IMPORT

Monsieur Thierry LEVANTAL, administrateur ne détient aucun autre mandat.

Monsieur Eric GRUAU administrateur indépendant détient les mandats suivants

Gérant de la société DISTRITRADE
Gérant de la société Crystal Cove
Administrateur de la Caisse d'Epargne de la Mayenne

Monsieur Olivier AVRIL administrateur indépendant détient les mandats suivants

- Gérant de FIGEST SOLUTIONS SARL
- Gérant de la société ACTING FINANCE

Conflits d'intérêts

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs à l'égard de Cybergun SA des membres du Conseil d'Administration et leurs intérêts privés.

Equilibre des représentations Homme-Femme

La composition du Conseil d'Administration a historiquement été dictée par la détention d'une participation significative au capital, et la compétence spécifique du métier de la société. De fait, l'actionnariat de Cybergun demeure principalement masculin. L'absence de femme au Conseil d'Administration de Cybergun est le fruit de ce contexte mais le Conseil d'Administration n'est pas fermé à l'idée d'accueillir en son sein des femmes.

2.3 Fréquence des réunions

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Et en particulier, le Conseil d'Administration a comme principe de se réunir formellement pour l'examen des comptes semestriels et annuels en présence du Président et de l'ensemble des administrateurs. Les autres réunions formelles sont consacrées notamment à l'examen de sujets de croissances externes, de cessions de participation, et de l'organisation de la Direction de l'entreprise.

Au cours de l'exercice 2012 (clos au 31 mars 2013), le conseil d'administration s'est réuni 5 fois.
Les points suivants ont été abordés :

Examen des comptes sociaux et consolidés, annuels et semestriels
Examen du budget 2013 et des perspectives
Analyse des grandes orientations stratégiques
Examen des acquisitions passées, choix de cession
Examen des engagements financiers et renégociation.
Mouvements sur les titres

2.4 Convocations des Administrateurs

Les statuts ne prévoient pas de règles particulières de convocation du conseil.
Les Administrateurs sont convoqués quelques jours préalablement à toute réunion par tous moyens : téléphone, fax, courriel etc...

Les convocations comportant l'ordre du jour sont adressées avant chaque réunion, avec les documents nécessaires à leur préparation.

Conformément à l'article L823-17 du Code de Commerce, les Commissaires aux Comptes sont convoqués aux réunions du Conseil qui ont examiné et arrêté les comptes semestriels ainsi que les comptes annuels.

Les commissaires aux comptes assistent à toutes les séances du conseil d'administration à chaque fois que celui-ci est appelé à délibérer sur les comptes de la société, sur convocation par lettre ou tout autre moyen prévu par les dispositions statutaires.

2.5 Information des Administrateurs

Tous les documents et informations nécessaires à la mission des Administrateurs leur ont été communiqués dans les délais nécessaires.

2.6 Tenue des réunions

Les réunions du Conseil d'Administration se déroulent au siège social ou en tout autre lieu.

2.7 Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont établis dans les jours qui suivent chacune des réunions et communiqués sans délai à tous les Administrateurs.

2.8 Hors bilan et risques de l'entreprise

Dans le cadre de ses échanges, le Conseil d'Administration analyse notamment les évolutions des engagements hors bilan ainsi que les risques significatifs auxquels pourraient être exposée l'entreprise : conjoncture, répartition du mix client, dépendance vis-à-vis d'homme clés, gestion des opérations de croissance, procédure judiciaire, engagements financiers.

2.9 Evaluation du Conseil d'Administration. Comité d'audit

Étant donné la taille et la structure de la société, il n'existe pas de comité d'audit et la société se place dans le cadre de l'exemption de l'article 823-20 4° du code de commerce.

2.10 Evaluation du Conseil d'Administration. Comité des rémunérations et des nominations.

Étant donné la taille et la structure de la société, il n'existe pas de comité de rémunération.

2.11 Rémunération des membres du Conseil et des organes de direction

Le Conseil d'Administration perçoit à titre de rémunération des jetons de présence. En 2011 et au titre de l'exercice clos le 31 mars 2013, le Conseil a perçu des jetons de présence pour un montant de 45 000 euro

Conventions

Conformément à l'article L 225-39 du Code de Commerce, le Président a établi la liste des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales intervenant entre la société et les personnes physiques ou morales énumérées à l'article L 225-38 du Code de Commerce.

3-CONTROLE INTERNE

Le rapport sur le contrôle interne a été élaboré par le Président en collaboration avec la direction financière.

Le contrôle interne est un processus mis en œuvre par le Conseil d'Administration, les dirigeants et le personnel destinés à fournir une assurance raisonnable quant à l'atteinte des objectifs suivants

- l'optimisation de la gestion des structures opérationnelles dans le respect des orientations stratégiques données,
- l'identification des risques inhérents à l'exploitation, - la fiabilité des informations comptables, financières et de gestion, - conformité des opérations aux lois et réglementations en vigueur, - maîtrise des risques d'erreur et de fraude à l'intérieur de la société et du Groupe.

Ces objectifs sont traduits dans l'environnement de contrôle interne instauré notamment par la Direction Générale : la décentralisation des activités du Groupe conduit à déléguer en confiance et à privilégier la transparence en contrepartie d'exigences en matière de comptes rendus. Chaque filiale est gérée sous la responsabilité d'un directeur de filiale qui a la responsabilité hiérarchique sur les équipes de la filiale et une responsabilité opérationnelle.

Les états financiers consolidés ont été affectés par une correction d'erreur relative à une réduction de valeur de stocks aux USA pour 0,6 million d'euro après impôts. Le traitement comptable de cet écart a été opéré par correction des capitaux propres au 01 Avril 2012 pour ce montant.

Le conseil a donc décidé de renforcer son contrôle sur les inventaires en effectuant des sondages réguliers et en renforçant les équipes locales d'inventoristes.

Le système de contrôle interne ne peut fournir une garantie absolue que les risques sont totalement éliminés, mais il permet de les limiter considérablement.

3.1 Direction du Groupe

Le Conseil d'Administration et les comités associés déterminent les orientations de l'activité du Groupe et veillent à leur mise en œuvre Monsieur Olivier GUALDONI assume les fonctions de Directeur général et dirige à ce titre le Groupe. Il est par ailleurs dirigeant de l'ensemble des filiales de la société Cybergun en France comme à l'étranger. A ce titre, il engage la Société Cybergun par sa signature et délègue à ses collaborateurs les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Monsieur olivier GUALDONI est assisté par le Comité de Direction qui est composé du Président, de la direction financière ,de la direction juridique et de la direction marketing.

3.2 Objectifs en matière de procédures de contrôle interne

Le contrôle interne désigne l'ensemble des processus, méthodes et mesures mis en œuvre par la Direction Générale en vue de garantir une conduite ordonnée et efficace des opérations de gestion de la société.

Les procédures de contrôle interne mises en place et communes a l'ensemble des sociétés du groupe, sont destinées à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

Protection du patrimoine de l'entreprise

Identification et maîtrise des risques financiers et des risques d'erreurs ou de fraude dans les actes de gestion et dans la réalisation des objectifs suivants :

Fiabilité et sincérité des informations financières et comptables.
Respect des lois et règlements en vigueur.

Le principal objectif du contrôle interne est de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs matérielles ou de fraude, en particulier dans les domaines comptables et financiers.

Un tel dispositif de contrôle ne peut cependant apporter qu'une assurance raisonnable et non une certitude absolue quant à l'élimination des risques. Il existe en effet des limites inhérentes à tout système de contrôle interne comme par exemple l'exercice de la faculté de jugement ou le rapport coût/bénéfice de la mise en place de nouveaux contrôles.

3.3 Procédures de contrôle interne relatives à l'information comptable et financière

La fonction comptable est assurée en interne par des collaborateurs de différents niveaux et une mission d'expertise comptable est sous-traitée à un prestataire externe.

À partir des orientations décidées par le comité de direction, les responsables de chaque entité opérationnelle établissent un budget annuel et le présentent à ce dernier pour validation.

Celui-ci sera mis en œuvre selon un processus appliqué uniformément à chaque société du groupe

Le processus de gestion des ressources relève de la compétence de la Direction Financière qui regroupe la communication financière, la comptabilité, le contrôle de gestion national et international, la trésorerie et les systèmes d'information.

La Direction Financière est chargée de la mise en cohérence des données financières, veille à la mise en place d'un ensemble de contrôles internes tendant à assurer la fiabilité de l'organisation comptable, du reporting et des états financiers nécessaires au respect des dates d'enregistrement des transactions, à la réalité de celles-ci et à garantir l'exhaustivité de l'information.

À ce titre la Direction Financière détermine notamment le cadre de la gestion du risque clients, des ressources humaines, des charges de structure et frais généraux, du suivi des investissements et des obligations fiscales.

Elle établit les comptes consolidés du groupe en normes IFRS et dans ce cadre, élabore les méthodes, procédures et référentiels comptables tendant à s'assurer de l'exhaustivité, de la réalité, de l'exactitude des informations comptables et financières dans des délais répondant aux exigences des marchés financiers et des obligations légales.

Ainsi dans le cadre des procédures d'arrêtés des comptes et de consolidation, la direction financière définit pour chacun des processus opérationnels et financiers le cadre des traitements particuliers des informations utiles, les intervenants et les délais de communication au service comptable.

3.4 Relations avec les commissaires aux comptes

La certification des informations comptables et financières nécessite l'intervention d'un collège de deux commissaires aux comptes qui effectuent un examen limité des comptes semestriels et un audit complet des comptes annuels.

Des réunions de synthèse sont tenues après leur intervention afin de recueillir leurs analyses des comptes du groupe.

Les commissaires aux comptes procèdent également à une revue des procédures, qui vient en complément du processus d'évaluation interne en vérifiant notamment les conditions dans lesquelles sont mises en œuvre les procédures de contrôle interne et leur efficacité au regard de l'exactitude des informations financières.

4- Mise en œuvre du contrôle interne

Le contrôle interne est spécifique à chaque société du groupe. Il peut s'appliquer par service (marketing, R&D, commercial, etc.) ou globalement au niveau de la filiale.

Sa mise en œuvre permet le rapprochement du budget arrêté avec sa réalisation effective, de s'assurer de la maîtrise des prix de revient et de la cohésion entre les volumes de marchandises commandées et les ventes à venir, le suivi de la réalisation des ventes et des marges correspondantes.

Une collaboration étroite s'instaure entre la Direction Financière et les responsables des entités opérationnelles dans le cadre de l'élaboration, du suivi et de la validation des budgets et des propositions de mesures d'ajustement rendues nécessaires par les écarts constatés dans leur exécution, afin d'assurer la fiabilité de l'ensemble du processus et des données financières qui en sont issues.

Les informations sont recoupées et vérifiées par le contrôle de gestion international qui effectue plusieurs passages par exercice dans les filiales.

Cette façon d'opérer permet d'anticiper les inflexions de tendances et de prendre rapidement les décisions qui s'imposent.

Le suivi des obligations fiscales contribue à une gestion rigoureuse du règlement des impôts et taxes compte tenu de l'impact de ces éléments sur la détermination du résultat.

De même le contrôle interne porte sur la détermination des impacts de la fiscalité internationale eu égard à la nationalité de chaque entité à laquelle la société verse des royalties et pour lesquelles elle établit des déclarations de retenues à la source.

Le suivi des immobilisations corporelles et des actifs incorporels fait régulièrement l'objet d'une procédure d'évaluation.

Les systèmes d'information font l'objet d'une mise à jour régulière. La gestion des risques informatiques repose essentiellement sur un système performant de double sauvegarde journalière des données informatiques et par un processus de vérification régulière du niveau de sécurité offert par l'organisation informatique et par les différents matériels mis en place.

Le contrôle interne de l'information comptable et financière s'organise autour des éléments de gestion financière suivants :

- Le processus de planification à moyen et court terme.
- Le reporting mensuel.
- La consolidation statutaire des comptes
- le suivi de la trésorerie et du crédit client.

4.1 Le processus de planification

Il comprend le processus budgétaire et le reporting :

Ce plan à moyen terme synthétise les axes stratégiques et leurs conséquences sur les grands équilibres financiers du Groupe ; il est réactualisé chaque année en fonction des évolutions du Groupe.

4.2 Le reporting mensuel

Le reporting de gestion mensuel assure le suivi des performances des différentes sociétés au travers d'indicateurs spécifiques dont la cohérence et la fiabilité sont assurées par le Service Contrôle de Gestion . Ce reporting permet notamment, d'analyser les écarts par rapport aux objectifs budgétaires et d'actualiser les prévisions de résultats.

Le suivi de gestion représente un enjeu capital pour le pilotage d'une entreprise. Le contexte de crise l'a rendu crucial et a mis en évidence ses limites.

Le Groupe s'est ainsi attelé à en améliorer les performances tant dans ses aspects comptables, de contrôle de gestion que de trésorerie.

En ce qui concerne le contrôle de gestion, le travail a porté sur deux axes :

- élaborer des indicateurs de gestion consolidés,
- intégrer dans le suivi de gestion des informations concernant le besoin en fonds de roulement.

Dans ce cadre-là, le contrôle de gestion a mis en œuvre un reporting consolidé mensuel intégrant l'analyse du chiffre d'affaires de la marge et des frais d'exploitation d'une part et une analyse consolidée des stocks, du poste clients et des fournisseurs d'autre part. Le projet se poursuit par l'intégration de l'information de gestion dans excel afin d'être en mesure de fournir une information de gestion consolidée présentant le compte de résultats, le bilan et le tableau de flux financier. Ces éléments sont alors validés par la consolidation comptable réalisée chaque semestre.

La réussite totale du projet passe par la construction d'une base de données unique rassemblant la totalité des informations de gestion pour l'ensemble des utilisateurs et pour l'ensemble des sociétés du groupe.

4.3 La consolidation statutaire

Sur le plan comptable, chaque société arrête des situations mensuelles qui font l'objet d'une consolidation comptable semestrielle et annuelle. Ces informations servent de base au contrôle de gestion.

En amont de la consolidation, la Direction financière émet, auprès des différentes sociétés, des instructions précisant les règles, le calendrier, et la forme des états nécessaires à la consolidation. Les filiales transmettent les éléments nécessaires à la consolidation (balances comptables et documents annexes), au siège dont les services en effectuent la vérification.

Les retraitements de consolidation et les éliminations inter-compagnies sont effectués également par le siège.

Lors des consolidations semestrielles et annuelles, des missions d'audit externe sont diligentées avant validation des liasses de consolidation par les Commissaires aux Comptes.

4.4 Le suivi de la trésorerie et du crédit client

La trésorerie représente un enjeu sensible dans la gestion courante d'une entreprise. Cet enjeu devient vital en période de tension sur les règlements et de crise de liquidité. C'est dans ce contexte que le Groupe a su faire évoluer son suivi de la trésorerie en établissant :

- un suivi quotidien de la position de trésorerie groupe et de la dette financière groupe,
- un reporting mensuel de trésorerie analysant l'évolution de la position de trésorerie, la position de change et la position de taux ;
- une analyse des prévisions de trésorerie afin de mieux cerner le besoin à court terme de chaque filiale,
- des budgets annuels de trésorerie pour les principales sociétés afin de cerner le besoin global au cours de l'exercice.

Enfin la direction financière produit un reporting de suivi des encaissements clients à l'échelle du Groupe afin de suivre l'évolution des règlements clients et d'identifier les principales zones de risques comme les difficultés de paiement d'un client.

4.5 Les projets d'amélioration du contrôle interne

Au cours de l'exercice, le Groupe a porté son attention sur la production d'informations de gestion et l'accélération des délais de clôture dans le but d'améliorer le pilotage de l'entreprise. Conformément aux décisions prises par le conseil la société a investi dans un programme de reporting mensuel.

5-Participation des actionnaires a l'assemblée générale

Conformément a l'article 16 des statuts, la convocation des assemblées générales est faite par un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée et par l'envoi d'une lettre de convocation dans le même délai a tous les actionnaires titulaires d'actions nominatives. Pour les modalités pratiques, se reporter a l'article 16 des statuts.

Le Président du Conseil d'Administration